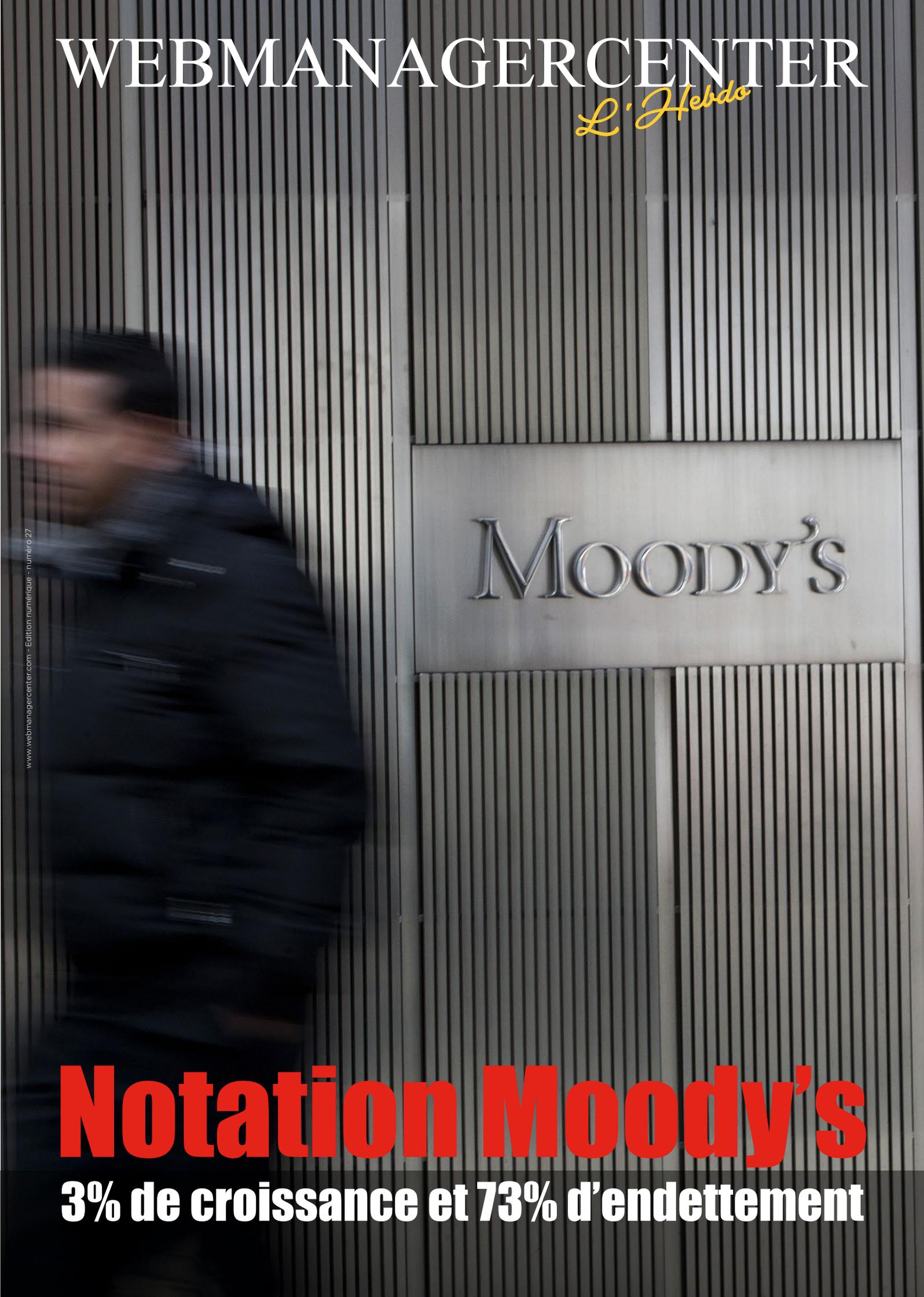


WEBMANAGERCENTER

L. Hebdo

A blurred person in a dark suit is walking past a building entrance. The building has a sign that reads "MOODY'S". The background is a wall with vertical lines.

MOODY'S

Notation Moody's
3% de croissance et 73% d'endettement

WEBMANAGERCENTER

L'Hebdo - Edition numérique

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo les
Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775 . 71 962 617 .
98 352 531 . 21 18 18 18 . 26 31 33 15
Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn
www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

REDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali
Talal Bahoury

REDACTION

Moncef Mahroug
Ali Driss
Khmaies krimi
Hamza Teboulbi
Ibtissem Najjar
Hajer Krimi
Amani ibrahimi
Sarrah Boudali
Samy Ben nasr
Aroua ben Zaied

INFOGRAPHIE

Hynd Gafsi

WEBMASTERS

Raja Bsaies
Walid Zaanouni

COMMERCIAL

Meryem Ben Nasr

ADMINISTRATION

Mohamed El Ayed

UNE SEMAINE
Du 02 au 8 Juillet 2018

Dans sa dernière revue de la notation souveraine de la Tunisie, Moody's prévoit une croissance de 2,8% en 2018 et de 3% en 2019, contre 1,9% en 2017, et une hausse du taux d'endettement à 73% en 2019, en Tunisie.

En conclusion, elle souligne que le maintien de la perspective stable de la notation souveraine de la Tunisie reflète la confiance de Moody's dans la capacité du pays à continuer ses démarches pour mener les réformes proposées par le FMI.

La bonne nouvelle (court terme) reste la décision du FMI de débloquer une nouvelle tranche de 249,1 millions de dollars.

Une tombée qui va permettre de soulager (à très court terme encore) la situation plus qu'inquiétante des avoirs en devises.

webmanagercenter.com

SOMMAIRE

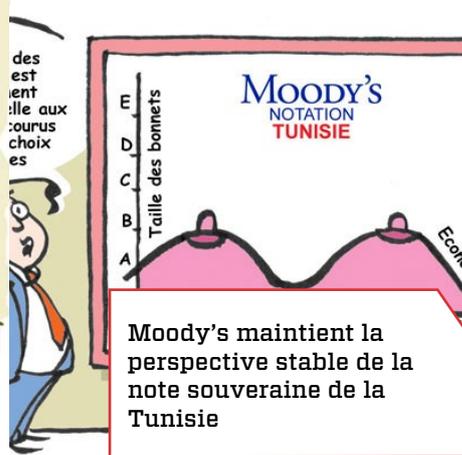
N° 27 - Juin 2018



Moody's prévoit une croissance de 3% accompagnée d'un taux d'endettement de 73% en Tunisie en 2019



Le FMI verse à la Tunisie une nouvelle tranche de 249,1 millions de dollars



Moody's maintient la perspective stable de la note souveraine de la Tunisie

A LA UNE

- Moody's prévoit une croissance de 3% accompagnée d'un taux d'endettement de 73% en Tunisie en 2019
- Moody's maintient la perspective stable de la note souveraine de la Tunisie
- Le FMI verse à la Tunisie une nouvelle tranche de 249,1 millions de dollars
- Tunisie: Le transfert de l'aéroport de Tunis-Carthage n'est pas du goût des bailleurs de fonds
- INTERVIEW Transport aérien : «En 2019, deux vols réguliers sur New York et 40 fréquences sur l'Afrique, Tunisair sera remise sur orbite», affirme Ali Miaoui
- “Les grandes réformes en cours favoriseront un climat propice au monde des affaires, promet Chahed”
- Enseignement supérieur : Quand une crise peut en révéler bien d'autres
- Tunisie: Les lauréats et lauréates du bac 2018 à La Kasbah
- Accès à l'information: 50% des plaintes intentées concernent des ministères (Imed Hazgui)
- Moncef Marzouki: La crise étouffante en Tunisie empêche l'économie de fonctionner
- Tunisie: L'aggravation du taux d'inflation en juin 2018
- Le consommateur payera-t-il le prix de la discorde entre les professionnels et le gouvernement sur le lait?

OPINIONS

- Avec une nahdhaouie élue Maire de Tunis, quels enjeux géopolitiques de l'islam politique pour la région?
- “Quand le monétaire affaiblit l'efficience des marchés financiers, c'est l'économie réelle qui en pâtit” (Moez Hadidane)
- Aram Belhadj: Le secteur financier tirera profit de l'augmentation du TMM mais pas la sphère réelle

AFRIQUE

- Les conseils de Mondher Ben Ayed pour réussir sur le marché africain
- Burkina Faso: Le bilan de Christian Kaboré... en chiffres
- Mounir Mouakhar: Les Congolais ont besoin de l'expertise tunisienne

ENTREPRISES

- Les Chambres mixtes promettent de faire la promotion du site Tunisie à l'étranger
- Un nouveau plan de réforme pour Tunisair présenté aux députés
- Sept nouvelles startups à l'honneur à la 2e édition du Flat6Labs
- Tunisie - Médias: Voici les pré-qualifiés pour la cession des participations de l'Etat dans le capital de Dar Assabah

ACTUALITÉS

- Amor Quelbani : C'est l'investissement dans l'éducation qui explique le très bon classement de Sfax au baccalauréat
- Municipalité de Tunis: La désunion des “forces démocrates” a permis à la candidate d'Ennahdha de l'emporter

CULTURE

- Programme de la 54ème édition du festival international de Carthage du 13 juillet au 17 août 2018 : Retour de la diva Amina Fakhed avec deux soirées
- Le Festival Manarat verra la création de l'Arab Film Institute Commission (Laatiri)

POINTS CHAUDS

- Pour le syndicat des prédicateurs tunisiens, le rapport de la COLIBE sape les valeurs morales
- Tunisie: Le rapport 2017 de l'INLUCC comporte la liste de 245 dossiers de corruption transférés à la justice
- Protestation à Tunis des agents du CNI contre la création de l'Agence tunisienne de développement numérique
- ISIE: Mohamed Tlili Mansri donne les raisons de sa démission
- Tunis Economic forum : L'eau... niveau d'alerte !

SECTEURS

- Tunisie - Santé: Les 14 recommandations du Forum médical de Réalités

BOURSE

- La Bourse de Tunis continue à battre des records

PLUS

- Points chauds
- Des Chiffres
- Nominations
- Distinctions
- Actualité
- Agenda
- A suivre

Moody's prévoit une croissance de 3% accompagnée d'un **taux d'endettement de 73%** en Tunisie en 2019



Moody's prévoit, pour la Tunisie, une croissance de 2,8% en 2018 et 3% en 2019, contre 1,9% en 2017, mais une hausse du taux d'endettement à 73% en 2019.

Le taux d'endettement public en Tunisie

atteindra 72% du PIB en à la fin de l'année 2018 et 73% en 2019, sous l'effet d'une dépréciation constante de la monnaie, des déficits primaires persistants, et d'un fardeau croissant des taux d'intérêt. C'est ce qu'explique l'agence de notation dans un rapport d'analyse et de mise à jour des marchés, publié cette semaine.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



Attijari bank sait promouvoir l'esprit entrepreneurial chez les jeunes tunisiens!

Moody's maintient la perspective stable de la note souveraine de la Tunisie

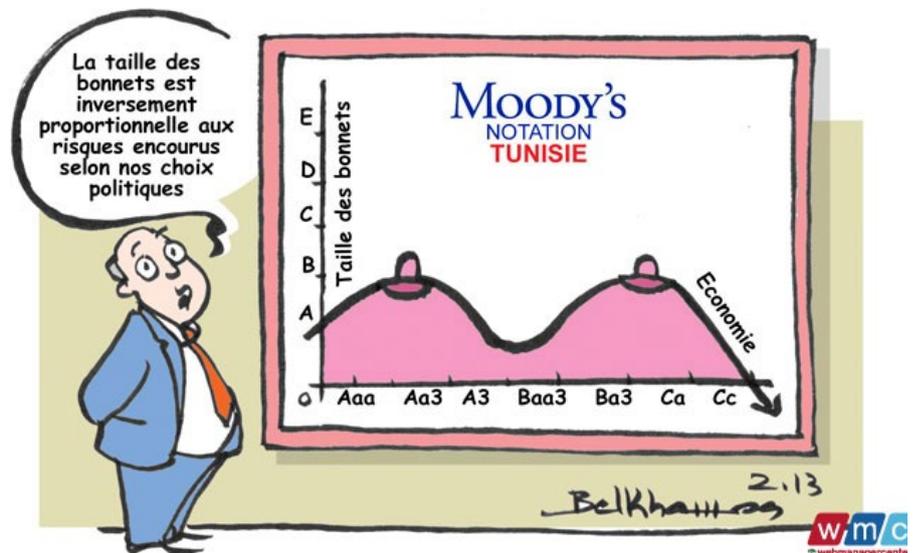
Moody's prévoit une croissance de 2,8% en 2018 et de 3% en 2019, contre 1,9% en 2017 et une hausse du taux d'endettement à 73% en 2019, en Tunisie.

Selon l'agence de notation, l'amélioration de l'environnement de sécurité depuis 2015, qui a conduit à une augmentation des recettes du tourisme et à une demande accrue de la zone euro, a jeté les bases d'une reprise de la croissance.

Le taux d'endettement public en Tunisie atteindra 72% du PIB en 2018 et 73% en 2019, sous l'effet d'une dépréciation constante de la monnaie, des déficits persistants et d'un fardeau croissant des taux d'intérêt, a indiqué l'agence de notation, dans un rapport d'analyse et de mise à jour des marchés, publié, cette semaine.

Dans ce rapport, intitulé "Gouvernement de la Tunisie - B2 Stable, analyse annuelle du crédit" et disponible sur le site web www.moody.com, Moody's indique que les problèmes de crédit de la Tunisie incluent la détérioration structurelle de sa solidité fiscale, la flexibilité budgétaire limitée et la détérioration de la dynamique des comptes courants.

La vice-présidente de Moody's et auteure du rapport, Elisa Parisi-Capone, rappelle que le taux d'endettement de la Tunisie a fortement augmenté pour atteindre près de 70% du PIB à la fin



de 2017, et les fortes pressions sur les dépenses du secteur public limitent sa flexibilité budgétaire", indiquant que l'agence de notation a "constaté des retards dans la mise en œuvre des réformes du FMI".

Le rapport rappelle, ainsi, que les déficits budgétaires élevés de la Tunisie ont été parmi les principaux contributeurs à l'augmentation de la dette publique, qui a atteint 69,9% du PIB en 2017 contre 50,8% en 2014. La dynamique des taux de change a également contribué à plus de 68% de la dette publique tunisienne qui est libellée en monnaie étrangère.

"La relance du secteur touristique aidée par la levée des restrictions des agences de voyages va avoir un impact

sur l'économie et sur le système bancaire, car plusieurs crédits non performants accordés, notamment au secteur public, sont étroitement liés au tourisme", lit-on dans le rapport de Moody's.

Le maintien de la perspective stable de la notation souveraine de la Tunisie reflète la confiance de Moody's dans la capacité du pays à continuer ses démarches pour mener les réformes proposées par le FMI.

Moody's estime, cependant, qu'une pression négative sur la notation suivrait d'autres retards dans la mise en œuvre du programme de réformes économiques du FMI, qui a eu un impact sur l'accès de la Tunisie à des sources de financement officielles et qui a retourné l'appétit du marché à la baisse.

Le FMI verse à la Tunisie une nouvelle tranche de 249,1 millions de dollars



Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, vendredi 6 juillet 2018, le versement d'une nouvelle tranche de prêt à la Tunisie pour un montant de 249,1 millions de dollars (environ 651 millions de dinars). Cela porte le total des déboursements du FMI à la Tunisie de 1,14 milliard de dollars dans le cadre du programme d'aide sur quatre ans signé en 2016 avec le pays.

La Tunisie avait obtenu, en mai 2016, un prêt du FMI de 2,9 milliards de dollars sur quatre ans.

L'institution financière souligne, dans un communiqué, que "le programme de réformes

du gouvernement vise à affermir la reprise, en réduisant les déséquilibres macroéconomiques, en assurant une protection sociale adéquate et en encourageant la création d'emplois par le secteur privé". Et que "des réformes propices à la croissance et tenant compte de la dimension sociale contribueront à réduire les déficits budgétaire et courant, à inverser l'accumulation de la dette, ainsi qu'à accroître l'investissement et les dépenses sociales".

Les réformes structurelles prévues par l'accord entre la Tunisie et le FMI portent principalement sur une amélioration de la gouvernance, du climat des affaires, des institutions budgétaires et du secteur financier.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Le transfert de l'aéroport de Tunis-Carthage n'est pas du goût des bailleurs de fonds

Par : Abou Sarra

Les spéculations sur le site de l'aéroport de Tunis-Carthage et son transfert à 30 Km de la capitale refont surface avec de nouvelles révélations. Des experts de la Banque mondiale sont sortis de leurs réserves pour mettre au courant, informellement, certains journalistes de l'étonnement de l'institution de Bretton Woods de voir le ministre du Transport, Radhouane Ayara, relayer son prédécesseur Anis Ghedira et s'entêter à vouloir transférer l'aéroport de Tunis-Carthage en dehors de Tunis.

Pour mémoire, Radhouane Ayara avait déclaré, au mois de mars dernier, qu'un appel d'offres sera lancé cette année, pour sélectionner l'entreprise qui construira le nouvel aéroport.



Ces experts, qui ont requis l'anonymat, estiment que d'un point de vue économique, cette option n'est pas sérieuse à une période où l'économie tunisienne passe par une crise aiguë, et dans la mesure où des alternatives existent pour faire face aux pressions que pourrait connaître l'aéroport de Tunis-Carthage.

Parmi ces alternatives, ils citent la proximité de l'aéroport Enfidha (60 km de Tunis) qui pourrait résorber une partie de tout excédent du trafic. Pour eux, cette option a toutes les chances d'aboutir pour peu qu'on modernise la ligne ferroviaire Tunis-Enfidha et achète de nouveaux trains plus rapides. Le coût d'une telle infrastructure serait de loin moins élevé

que celui que nécessitera la construction d'un nouvel aéroport (850 millions de dollars, soit l'équivalent de 2 milliards de dinars).

Incohérences de l'Etat tunisien

Un tel scénario (modernisation de la ligne ferroviaire Tunis-Enfidha) a été défendu par l'actuelle secrétaire d'Etat auprès du ministre du Transport, Sarra Rejeb, quand elle était PDG de Tunisair. Interpellée sur ce sujet par un média de la place, elle avait indiqué que "la Tunisie a intérêt à développer une vision globale de tous les modes de transports et à créer, à titre indicatif, des lignes ferroviaires rapides avec les zones touristiques (Enfidha, Tabarka, Monastir). C'est pourquoi, je considère qu'il serait plus judicieux et plus rentable pour le pays de

développer le ferroviaire en complément de la logistique aéroportuaire que de construire un autre aéroport d'autant plus que nous sommes en surcapacité en matière d'aéroports. Car de nos jours, les distances ne se mesurent pas en nombre de kilomètres mais en nombre de minutes”.

Pour revenir aux experts de la Banque mondiale, ces derniers ont relevé également une certaine incohérence dans la gestion de ce dossier. D'un côté, le ministère du Transport projette de transférer l'aéroport en dehors de Tunis, et, d'un autre, l'Etat budgétise un montant de 70 MDT pour l'extension de l'aéroport et pour l'amélioration de la desserte du site (construction en cours d'un échangeur à proximité). Cette deuxième extension, tout comme la première qui a eu dans les années 90, sont prévues par le plan de développement de l'aéroport depuis son inauguration en 1972.

Même le FMI déconseille la Tunisie

Cette réaction des experts de la Banque mondiale n'est pas la seule ; elle intervient après celle d'experts du FMI.

Lors d'un séjour de travail, en juillet 2017 à Tunis, une des équipes du Fonds monétaire international a été interpellée sur ce dossier et avait déclaré que “ce serait une tentative maladroite de relancer l'économie par le biais de grands projets d'infrastructure... Un aéroport c'est extrêmement risqué en période d'austérité au regard de son coût élevé et son faible effet redistributif et sur l'emploi”. Et l'équipe du Fonds d'ajouter : “si l'Etat veut investir pourquoi ne pas commencer par la santé et l'éducation, ou alors dans les zones défavorisées, ce qui aurait un meilleur effet sur l'égalité des chances”.

Abstraction faite de cette prise de position des bailleurs de fonds, d'autres analystes ont relevé d'autres incohérences au sein du ministère du Transport. Ainsi, au moment où l'actuel ministre du Transport fait flèche de tout bois pour accélérer le transfert de l'aéroport, le PDG du groupe Tunisair, Ilyès Mnakbi, excité par le succès des vols long-courrier transatlantiques, Tunis-Montréal, et d'ici la fin de l'année

Tunis-New York, s'emploie à encourager des promoteurs locaux à construire, dans l'enceinte du site de l'aéroport, des hôtels sous-douane devant héberger les voyageurs en transit.

Moralité de l'histoire : tout indique que le dossier de l'aéroport de Tunis-Carthage est géré par plusieurs parties et on ne sait pas qui croire...

Des Turcs et des Qataris seraient intéressés par le site

Il serait intéressant de se demander sur les parties qui poussent vers ce transfert. L'Agence France Presse (AFP) a évoqué à un certain moment d'hommes d'affaires turcs et qataris qui seraient intéressés par le site de l'aéroport lequel s'étend sur 900 hectares d'excellente qualité foncière.

Pour mémoire, une étude commanditée, pour un coût de 2 millions de dinars, par le ministère du Transport pour estimer les besoins de la Tunisie à l'horizon 2040 en matière d'infrastructure de transport, a dégagé trois scénarios pour l'aéroport de Tunis-Carthage.

Le premier consiste en l'extension et l'aménagement de l'aéroport pour un coût global avoisinant les 2 milliards de dinars (estimations faites avant la chute du dinar depuis avril 2017). Objectif : porter la capacité d'accueil de l'aéroport à 9 millions de voyageurs par an contre 7 millions actuellement.

Le deuxième scénario prévoit la construction d'un nouvel aéroport qui viendrait s'ajouter à celui de Tunis-Carthage.

Quant au troisième scénario, il porte sur la réalisation d'un nouvel aéroport qui viendrait remplacer l'actuel aéroport de Tunis-Carthage. Le nouvel aéroport serait opérationnel dans 10 ans et se situerait à 30 km du centre de la capitale. Trois sites seraient identifiés: Utique (gouvernorat de Bizerte), Borj Touil (gouvernorat de l'Ariana) et Bouhach (gouvernorat de la Manouba).

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

SECTEURS

Livre et édition: l'UET déplore la persistance de “la situation de détresse”

Vingt artisanes tunisiennes à l'école chinoise de broderie

La harissa tunisienne s'expose au Fancy Food Show de New York

Un label écologique “Wild Tunisia” pour promouvoir les produits issus des aires protégées en Tunisie

Augmentation des tarifs du transport public irrégulier à partir d'aujourd'hui

Transport aérien :

«En 2019, deux vols réguliers sur New York et 40 fréquences sur l'Afrique

Par : Amel BelHadj Ali

1,300 milliard de dinars à la fin de l'année 2017 : un chiffre d'affaires record jamais atteint auparavant. Nous ne pouvons pas dire que Ali Miaoui, DG commercial de Tunisair, pur produit maison, n'assure pas, manque de rigueur ou d'organisation. D'ailleurs, on le lui reproche. Depuis qu'il a pris en main cette direction générale commerciale au début de 2017, il s'est fixé pour objectif de réussir la politique commerciale de la compagnie battant pavillon national, d'accroître ses parts de marché, d'augmenter son chiffre d'affaires et de mettre tout en œuvre pour que, en termes de management et de réalisations, elle corresponde aux standards internationaux.

Ses différents postes de représentant général de Tunisair dans plusieurs capitales européennes font de lui l'un des hauts cadres les plus résistants à la pression et le plus apte à coordonner et mettre en œuvre une stratégie commerciale conquérante pour Tunisair.

En deux ans, du moins sur le plan commercial, Tunisair a réalisé des avancées notables. Quant à la qualité de service, c'est une autre histoire qu'Ali Miaoui, convaincant et charismatique, explique mais ne justifie pas. Pour lui, il faut procéder par étapes et surtout donner les moyens à Tunisair, un des symboles de la souveraineté nationale de reprendre sa place dans le firmament des compagnies les plus performantes de la région.

Un plan de redressement 2018/2020 permettra de réaliser cet objectif qui ne relève nullement de l'impossible et sauvera la compagnie battant pavillon national.



Entretien.

WMC : Tunisair n'est plus ce qu'elle était il y a près d'une vingtaine d'années : déficit, prestations en baisse et une image altérée par les retards à répétition des avions.

Pourtant, vous avez réalisé un taux de croissance des plus importants depuis sa création. Un débroussaillage ?

Ali Miaoui : Cette nouvelle direction générale a démarré au début de l'année 2017 (janvier

-février). Elle a considéré qu'il y avait deux chantiers importants à attaquer.

Le premier était de réussir l'année 2017 sur le plan commercial, et donc il fallait y mettre tous les moyens, la compagnie étant dans une situation très difficile, les anciens plans de redressement n'ayant pas été réalisés ou appliqués partiellement ; le gouvernement ayant choisi de mettre en place l'open sky, il fallait absolument qu'il y ait un nouveau plan de redressement beaucoup plus ambitieux.

Nous avons attaqué deux axes : le premier concernant l'année 2017 que nous avons terminé avec une croissance du trafic passagers de 17%. Nous avons réalisé un chiffre d'affaires record jamais atteint auparavant : 1,3 milliard de dinars à la fin de l'année 2017, nous avons gagné deux parts de marché, nous avons rajouté 3 points au niveau du coefficient de remplissage pour atteindre les 74%, nous rapprochant ainsi des standards internationaux, et nous utilisons nos avions 1 heure de plus par rapport à la moyenne de 2016.

Nous tablons sur un taux de remplissage stable et une part de marché en baisse parce que nous considérons que cet axe-là est une résultante.

2018 marque le lancement du plan de redressement qui s'étale jusqu'à 2020 avec la même ambition : appuyer sur l'accélérateur pour plus de croissance. Nous considérons que l'activité touristique ayant repris de plus belle, 2018 devrait être pour nous l'année de tous les défis et de tous les records. Le budget 2018 table sur 4 millions de passagers, un chiffre également jamais atteint par Tunisair. En 2008, nous avions atteint les 3,83 millions de passagers, là nous devrions arriver à 3,950 millions, soit un taux de croissance de 12% et 1,5 milliard de dinars de chiffre d'affaires.

Nous tablons sur un taux de remplissage stable et une part de marché en baisse parce que nous considérons que cet axe-là est une résultante. Nous ne cherchons pas à optimiser nos parts de marché, ce que nous voulons c'est garder notre positionnement face au retour des compagnies aériennes étrangères.

Pour 2018 et jusqu'à fin juin, nous sommes dans le respect de nos objectifs, nous sommes dans la perspective de maintenir notre taux de croissance à 12% et même l'améliorer.

Vous voyez que nous suivons une courbe ascendante à tous les niveaux, et là je parle de parts de marchés et de nombre de passagers.

On vous a reproché d'avoir trop poussé les moyens de production de Tunisair et axé vos actions sur l'axe commercial...

Et comment ! Quoi de plus normal dans une compagnie qui doit se repositionner dans un environnement hautement compétitif ! Je pense qu'il y a deux manières de voir les choses, et là je prends l'exemple d'un véhicule qui peut rouler aisément à 120 à l'heure et qui roulait à 40 à l'heure. Nous n'avons pas poussé jusqu'aux 120 km/h, nous avons juste mis la pression sur le moteur pour que de 40 km/h il passe à 80 km/h, donc nos avions ne sont pas en surchauffe.

En 2016, l'utilisation journalière de notre parc aéronautique ne dépassait pas les 7h20mn de vol, en 2017 nous avons tout juste ajouté 1 heure pour atteindre les 8h20mn.

En 2016, l'utilisation journalière de notre parc aéronautique ne dépassait pas les 7h20mn de vol, en 2017 nous avons tout juste ajouté 1 heure pour atteindre les 8h20mn. La moyenne de l'industrie pour une compagnie comme la nôtre est de plus de 10h. Pour être rentable, un avion ne doit pas être au sol, notre objectif est d'optimiser les programmes de l'avion pour le faire voler au maximum. Nous faisons une moyenne annuelle de 80 vols/jour, chaque avion fait moins deux allers/retours, ce n'est rien du tout.

Il s'agit de faire le choix de la performance et non de la médiocrité.

Il s'agit de faire le choix de la performance et non de la médiocrité. En tant que responsable commercial, j'ai appuyé sur les moyens de production pour optimiser nos rendements.

Alors soit je choisis les 60km/h -et ce n'est pas rentable-, soit je pousse pour me rapprocher des 120 km/h -et je garantis rentabilité, performance et pérennité de la compagnie.

Pour d'autres compagnies telles celles

19 mille

ANETI : 19 mille postes d'emploi disponibles au cours du premier semestre de 2018

A SUIVRE

Année universitaire 2018/2019: Une carte électronique intelligente pour les étudiants

Programme de création de million d'emplois dans la région arabe: La Tunisie en devient le premier bénéficiaire

Tunisie : Séance de travail entre le gouvernement et l'UGTT pour trouver une formule juridique à la majoration des pensions des retraités

Tunisie: Sept Consortiums et sociétés ont déposé des offres pour l'acquisition d'Alpha Hyundai Motors

Jhinaoui appelle le Canada à réviser ses consignes de voyage vers la Tunisie

Mise en place d'une commission chargée de trouver la formule légale pour augmenter les pensions des retraités

Abdelkrim Zbidi: Plusieurs pays veulent faire de la Tunisie une plateforme de l'industrie militaire

Le projet de loi sur d'accord de prêt entre la Tunisie et la BAD ne passe toujours pas

Publication des décrets d'application de la loi "start-up Act" au cours de l'été 2018

américaines ou européennes, un avion qui ne décolle pas est une perte sèche pour elles...

Justement et c'est ce qui s'appelle la logique économique. Il y a d'autres défaillances auxquelles nous comptons bien pallier. On prétend -et pas à tort- que l'aéroport Tunis-Carthage est défaillant au niveau de l'assistance avion. Pourquoi ? Eh bien parce que dès l'atterrissage, il faut qu'en 50 mn et dès descente des passagers, les bagages soient pris rapidement par le handling, l'avion est nettoyé, on le réapprovisionne en fuel et il repart avec les nouveaux passagers à bord.

Chez nous, entre un vol et un autre, on prend 1h30 mn. Ce qui revient à dire que nous ne pouvons pas optimiser l'utilisation de l'avion à cause d'une gestion blâmable du potentiel humain.

En ce qui me concerne, nos personnels sont assez qualifiés pour répondre aux standards internationaux de 50 mn et peuvent assurer et peuvent les atteindre. Ils sont en train de le réaliser pour les compagnies étrangères, alors pourquoi pas pour Tunisair.

Et pour ce qui est des retards révoltants des avions de Tunisair ?

En 2017, c'est ce qui nous été le plus reproché, je vous explique : trois facteurs ont altéré les niveaux de ponctualité tombés très bas puisqu'ils étaient à 55% en 2016 et sont passés à 44% en 2017, c'est-à-dire un avion sur deux est retardé. Premièrement, la formation de notre PN s'est déroulée jusqu'au début du mois d'août, donc il est arrivé que l'avion soit disponible mais pas l'équipage, sans oublier les problèmes advenus entre PNT et techniciens, fort heureusement résolus depuis, mais qui nous ont pénalisé pendant trois mois.

Nous souffrons d'un manque au niveau des équipements, des personnels de piste : ceux dont les tâches consistent à charger, décharger et transférer les bagages.

La deuxième raison c'est l'aéroport Tunis-Carthage lui-même. Si vous prenez l'exemple des aéroports de Monastir ou de Djerba, vous verrez qu'en matière de ponctualité, ils sont plus performants. Les équipes sont rodées, les équipements ne manquent pas, etc.

A Tunis-Carthage, ce n'est pas le cas. Nous souffrons d'un manque au niveau des équipements, des personnels de piste : ceux dont les tâches consistent à charger, décharger et transférer les bagages. Ces agents et d'autres ont pour mission d'assurer le bon fonctionnement de la circulation sur le tarmac.

Nous souffrons également d'un problème d'organisation, sachant que pendant l'été, l'aéroport de la capitale est saturé. Le volume d'activité dépasse ses capacités, ce qui engendre une congestion supplémentaire sur notre compagnie.

L'année dernière, notre filiale Handling ne s'est pas dotée de nouveaux équipements, ce n'était pas prévu dans le budget 2017. Donc tout ce qui était chariots à bagages et autres push bag étaient en manque, ce qui ne permettait pas de traiter rapidement les opérations de chargements et déchargements des avions.

Chaque sous-traitant amenait 30 à 40 employés le matin, on leur donnait des badges et ainsi de suite. Ces personnels mal payés n'honoraient pas leurs engagements en matière de présence

Mais il y avait un autre problème : celui du personnel sous-traité chez des sociétés privées. Chaque sous-traitant amenait 30 à 40 employés le matin, on leur donnait des badges et ainsi de suite. Ces personnels mal payés n'honoraient pas leurs engagements en matière de présence. Vous vous attendez à 60 agents, et il n'y a qu'une vingtaine qui se présente le matin à l'aéroport.

Nous allons donc revenir dès la mi-juillet 2018 à la bonne vieille formule garante d'une meilleure qualité de service pour notre compagnie : celle des saisonniers. Nous les recrutons en haute saison, ils font partie pendant ce temps-là et à part entière de la compagnie, profitant d'un salaire plus adapté. Pendant trois ans, nous nous sommes satisfaits des sous-traitants mais ils nous ont fait plus de mal que de bien.

La sécurité de nos passagers passe avant tout, elle est sacro-sainte.

Le troisième problème est d'ordre technique. Quand nous prévoyons la sortie d'un avion à une heure selon les plannings techniques et que cela ne se matérialise pas à cause d'un composant en manque ou d'une pièce vétuste, la conséquence est bien entendu un retard notable du départ de l'avion puisque nous devons remédier immédiatement à la défaillance ou remplacer l'avion.

La sécurité de nos passagers passe avant tout, elle est sacro-sainte. En ce qui me concerne, cela ne me gêne pas d'affréter des avions lorsque je sais en amont qu'il y a un problème technique, mais lorsqu'il se déclare sur le tard, c'est là où le bât blesse.

Vous ne pensez pas que vous avez également un problème de maintenance des avions ? C'est quand même surprenant que l'une des compagnies qui figuraient parmi les plus sûres de la région souffre de carences pareilles ?

Et nous figurons toujours parmi les compagnies les plus sûres du monde grâce à la qualité de nos PNT et de nos techniciens avions et de leurs formations impeccables. Par contre, notre problème se situe au niveau de la productivité, donc au lieu de voir nos avions sortir à l'heure, ils sortent en décalage. Que dit le personnel technique ?

Il vous explique qu'il y a un manque de moyens et c'est vrai que le nerf de la guerre reste les moyens financiers. Quand vous avez un manque de pièces détachées dans le magasin sachant qu'elles doivent y être en stocks mais par manque de moyens, c'est impossible, vous êtes des fois obligés de commander au fur et à mesure. Ces commandes-là ne sont pas disponibles illico presto et elles coûtent plus cher.

Nous n'avons aucun problème de technicité ou de compétences mais de moyens, de main-d'œuvre et d'organisation.

Comment comptez-vous pallier à ces carences ?

D'abord au niveau des personnels, et comme cité plus haut, depuis hier, ce sont des saisonniers recrutés par Tunisair qui travaillent dans la filiale handling et dans l'enregistrement. 150 agents ont été recrutés pour la saison estivale au handling pour que nos passagers n'attendent pas indéfiniment leurs bagages, et près de 60 dans l'enregistrement. Ceci nous permettra de les contrôler directement et de veiller à la qualité de leurs prestations.

Pour une partie de la phase aller, nous allons souffrir des mêmes problèmes pour ce qui est des équipements, la phase retour se passera beaucoup mieux

En ce qui concerne la partie équipement, nous accuserons réception du matériel de la mi-juillet jusqu'à la mi-août ce qui ne nous rend pas les choses faciles et il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître. Pour une partie de la phase aller, nous allons souffrir des mêmes problèmes pour ce qui est des équipements, la phase retour se passera beaucoup mieux et nous espérons qu'en 2019, ce genre de problème disparaîtra.

Pour ce qui est de la dimension technique, nous n'avons pas de grands problèmes structurels sur les avions, nous avons envoyé 3 moteurs parmi les 10 qui doivent être réparés à Air France avec laquelle nous avons un contrat-cadre, le quatrième a été réparé sur place et les 6 autres ont été envoyés à Lockheed Martin au Canada, c'est la seule qui s'est déclarée prête à les réparer en essayant de les livrer avant la saison estivale.

Nous allons recevoir ceux réparés par Air France tout de suite. Ceux de la Lockheed Martin seront livrés en trois phases : 2 à la mi-juillet, 2 à la mi-août et fort probablement les deux restants à la mi-septembre. Donc il est fort possible que, pour répondre à une demande croissante, nous soyons obligés d'affréter un autre avion en plus des 6 autres dont deux gros porteurs destinés au pèlerinage de la Mecque. D'ici trois mois, nous n'aurons plus besoin d'affréter des avions puisque tous nos moteurs avions seront réparés.

Mais soyons clairs, nous déploierons tous les efforts pour que cette année soit meilleure que la précédente mais il n'y aura pas un changement de fond.

Mais soyons clairs, nous déploierons tous les efforts pour que cette année soit meilleure que la précédente mais il n'y aura pas un changement de fond. C'est en 2019 que Tunisair changera structurellement de visage et que nos clients et passagers vivront et sentiront l'amélioration.

Vous devez savoir que les problèmes structurels dont souffre la compagnie ne datent pas de 2016 ou 2017. Tunisair a régressé petit

400
millions de
dollars

**Mondial 2018-
FIFA : 400
millions de
dollars pour
les 32 équipes
participantes**

à petit depuis 2014 mais je vous promets qu'en 2019, notre ponctualité sera vraiment satisfaisante.

Et la part de responsabilité des personnels Tunisair dans cette régression, la qualité des prestations des PNC entre 2000 et 2018 n'est plus la même ?

Sincèrement, il n'y a pas beaucoup de réclamations en ce qui concerne la qualité de service des PNC. J'ai 5.000 réclamations par an mais très rarement à propos de la qualité de service à bord de nos avions (près de 5%). Cela ne veut pas dire que nous sommes parfaits mais nous faisons tout pour avoir une bonne assistance à bord.

Ceci dit, nous comprenons les réactions de nos passagers lesquels, souffrant des retards importants de certains vols, sont à bout de nerf lorsqu'ils montent à bord de l'avion et des fois se lâchent sur les malheureux PNC. Nous les comprenons, c'est légitime et nous essayons de gérer du mieux que nous pouvons, car c'est à nous qu'il revient d'effectuer les corrections nécessaires.

Nous avons remédié aux problèmes du catering et le service à bord s'est beaucoup amélioré. Je peux vous promettre que le retour au mois d'août se passera très bien, qu'il s'agisse de celui des TRE ou des touristes.

Certains de nos compatriotes disent que si la privatisation de Tunisair permettra de la doter d'une meilleure qualité de service, pourquoi pas, d'autres considèrent que céder Tunisair est céder une part de notre souveraineté nationale. Qu'en pensez-vous ?

Le sujet de la privatisation n'est pas d'actualité. Ce qui est aujourd'hui d'actualité est le plan de redressement de la compagnie. Tous les pays européens ont restructuré leurs compagnies aériennes avant l'open sky (années 90). Ils ont assaini leurs compagnies.

Ils y ont injecté des fonds pour qu'elles réussissent leurs plans de redressement. Air France a reçu 3,2 milliards d'euros de l'Etat français avant 1997 pour acheter des avions, le software pour améliorer son système d'information et ses produits, indemniser le personnel partant, et ainsi de suite.

En ce qui nous concerne, nous avons mis en place un plan de redressement qui a abordé tous les aspects : rétablissement des équilibres financiers en prenant en compte les pertes

enregistrées depuis 2011, un plan social avec le départ de 1.200 personnes du groupe Tunisair en accord et en concertation avec les syndicats.

Parce qu'aussi bien les syndicats que la direction générale veulent sauver la compagnie et les 7.000 emplois. Cela ne peut se faire sans sacrifice d'autant plus qu'il y a beaucoup de départs volontaires à la retraite. Une dizaine de réunions avec les syndicats nous permet de dire qu'il y a adoption totale du plan de redressement de la compagnie par toutes les parties prenantes. Et ceci ne concerne pas le plan social seulement mais également la stratégie commerciale et les équilibres financiers.

Qu'attendez-vous de l'Etat ?

Nous voulons que notre Etat nous soutienne pour sauver la compagnie et la repositionner sur l'échiquier régional des compagnies les plus performantes.

Pour cela, il nous faut au moins 1,2 milliard de dinars pour nettoyer les comptes de Tunisair, comprenant l'abandon des dettes de l'OACA de l'ordre de 650 MDT, 170 MDT pour le plan social, la compensation de l'effet open sky que nous avons estimé à peu près 100 MDT par an d'ici 2020. La décision a été prise d'oser l'Open Sky, Ok mais il faut que nous, en tant que Tunisair, soyons prêts, donc si nous faisons bien le calcul avec une augmentation de capital, nous devons atteindre les 1,200 milliard de dinars.

Comptez-vous ouvrir le capital aux acteurs privés ?

Pas pour le moment, l'idée est de garder le même taux de participation de l'Etat au capital de Tunisair. Notre vision 2018/2020 est que Tunisair reste une compagnie battant pavillon national au service des intérêts économiques et stratégiques du pays.

Vous évoluez quand même dans un environnement très compétitif ?

Bonne question qui me donne l'occasion de répondre à certaines personnes qui pensent que notre situation est très confortable et que nous avons le monopole du transport aérien en Tunisie.

A chaque fois, je pose la question : qu'est-ce que le monopole pour vous ? La réponse fuse : vous êtes les seuls sur le marché. Eh bien, les gens ne savent pas que notre part de marché ne dépasse pas les 40% et que les 60% restant sont effectués par des compagnies étrangères.

Les lauréats et lauréates du bac 2018 à La Kasbah

Moncef Marzouki: La crise étouffante en Tunisie empêche l'économie de fonctionner

Le consommateur paiera-t-il le prix de la discorde entre les professionnels et le gouvernement sur le lait?

les gens ne savent pas que notre part de marché ne dépasse pas les 40%...

Il y a des pays qui ne sont pas desservis par ces compagnies mais ce n'est pas notre faute à nous. Nous desservons Genève mais Swiss ne vient plus, l'Espagne qu'Iberia a déserté. Donc ce n'est pas Tunisair qui freine les activités des autres compagnies ou qui est en situation de monopole.

Où en êtes-vous aujourd'hui avec le plan de redressement ? A-t-il été accepté ?

Nous avons commencé par le soumettre au ministère du Transport lequel en a discuté avec la centrale syndicale, il a été quasiment validé. Reste aujourd'hui son adoption au niveau du gouvernement et son financement. L'Union européenne a accordé à la Tunisie 500 millions d'euros pour la mise en place de l'Open Sky, quoi de plus normal que de faire profiter notre compagnie d'une partie de ces fonds ? Ce qui n'a pas été le cas.

Et qu'en est-il des déficits ?

Fort heureusement, nous commençons à les réduire. En 2016, nous avons eu un très mauvais exercice sur le plan financier et celui de la rentabilité, donc des pertes qui s'élèvent à 160 MDT. Aujourd'hui les prémices des résultats financiers de 2017 nous font entrevoir une réduction du déficit de près de 80 MDT, l'objectif pour 2018 est de réduire encore une fois notre déficit de moitié. Notre seul problème est l'augmentation du prix du kérosène compensé en partie par l'augmentation des tarifs mais cela reste insuffisant.

On vous reproche très souvent la cherté des tarifs des billets par rapport à d'autres compagnies ?

C'est une fausse impression. Nous faisons des promotions 9 mois sur 12, les passagers en profitent, mais figurez-vous qu'il faut quand même les rentabiliser pendant la haute saison et là, nous ne pouvons pas faire de réduction bien que pour les TRE, les mêmes tarifs ont été reconduits pour 2018.

Alors que le dinar affiche un net recul par rapport à l'euro ?

Effectivement, c'est pour dire que notre compagnie, qui évolue dans un environnement hautement compétitif comme vous l'avez

souligné, garde sa vocation sociale. Faire des réductions de 30 à 40% en plein été est antinomique et pourtant nous le faisons pour encourager notre diaspora à rentrer et contribuer à l'essor de l'économie nationale.

Il y a un autre exemple de notre vocation sociale, c'est Tozeur. Nous sommes les seuls à y travailler. Il y a une desserte Paris/Tozeur et une autre Tozeur/Lyon. Notre objectif est de dynamiser la région sur le plan touristique bien que ce ne soit pas rentable. Il y a aussi notre partenaire RFT de René Trabelsi sur un vol charter Djerba/Paris/Tabarka.

Et pour les destinations africaines ?

Je reprends la stratégie commerciale 2018/2020, nous avons raisonné ainsi : vu que Tunis-Carthage sera épargné pendant 5 ans par l'Open Sky, nous avons décidé de développer encore plus les axes traditionnels européens mais aussi l'Afrique. Nous nous sommes engagés à multiplier par 2 la présence de Tunisair en Afrique de 7 à 14 points en l'espace de 3 ans et d'une vingtaine de fréquences à plus de 40 fréquences d'ici 2020.

En 2016, nous avons lancé Niamey, Cotonou et Conakry en 2017, et nous prévoyons de rajouter cette année Douala et Khartoum, toutes les études ont été faites, en 2019 Acra et Lagos et 2020 Libreville. Ce sont là des investissements très lourds. L'Afrique n'est pas rentable dès la première année, c'est pour cela que nous considérons que Tunisair doit être consacrée dans sa vocation socioéconomique.

En 2016, nous avons lancé Niamey, Cotonou et Conakry en 2017, et nous prévoyons de rajouter cette année Douala et Khartoum, toutes les études ont été faites, en 2019 Acra et Lagos et 2020 Libreville

C'est un acteur stratégique de l'Etat et le «bras» du transport aérien de notre pays, si notre Etat nous soutient, nous continuerons sur notre lancée et renforcerons nos investissements. Mais là nous tempérons, le temps que le plan de redressement de la compagnie soit définitivement adopté.

Il y aura aussi deux vols directs Tunis/New York à partir d'octobre/novembre 2019.

Où en êtes-vous au niveau des actions Tunisair/ONTT pour promouvoir la

7,3%

Tunisie : L'indice des prix des ventes industriels ont augmenté de 7,3% en mars

destination Tunisie ?

Les partenariats sont là entre les représentations des deux organismes et elles sont très développées et nous venons d'avoir une réunion présidée par les deux ministres du Transport et du Tourisme à ce propos. Nous comptons organiser ensemble des campagnes promotionnelles et asseoir des opérations d'envergure à partir de la Tunisie car le transport aérien et le tourisme sont indissociables.

Nous réussissons la gageure de remettre notre compagnie sur orbite

Depuis que Tunisair a été créé nous sommes à 125 millions de passagers transportés, parmi eux plus de 80 millions sont des touristes ramenés par notre compagnie. Sans tourisme, il n'y aura pas de Tunisair florissante et sans Tunisair, il n'y aura pas de tourisme performant, ce sont deux maillons indissociables de l'activité sur la Tunisie.

Nous réussissons la gageure de remettre notre compagnie sur orbite, nous avons ce qu'il faut pour y réussir, tout ce que nous attendons de notre Etat est qu'il consente à nous doter des moyens qui nous font défaut.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Les
Rencontres
africa

24-25 Sept. 2018

PALAIS DES CONGRÈS - PARIS

www.rencontresafrika.org

Les grandes réformes favoriseront un climat propice au monde des affaires

Le chef du gouvernement, Youssef Chahed, a rencontré, vendredi 29 juin 2018 à Dar Dhiafa à Carthage, les membres du Conseil des chambres mixtes (CCM) en Tunisie, conduits par son président, Foued Lakhoua, et ce en présence de certains membres du gouvernement.

Chahed a assuré à cette occasion que les grandes réformes entreprises par le gouvernement à moyen et long termes, favoriseront l'instauration d'un climat propice au monde des affaires pour que ce dernier puisse créer de la richesse et renforcer la compétitivité de la Tunisie, dans la région.

Il s'est félicité de l'attachement manifesté par les membres du conseil des chambres mixtes, à la Tunisie et de leur confiance en notre pays, malgré les difficultés qui ont accompagné la période de transition.

Le chef du gouvernement a, à ce propos, passé en revue, certains indicateurs encourageants enregistrés en 2018, à savoir un taux de croissance de 2,5% (1er trimestre), une amélioration des exportations du secteur industriel de 26,8% (1er semestre 2018, par rapport à la même période de 2017), et une évolution des investissements directs étrangers (IDE) de 15,3%, à 895 millions de dinars (MDT), à fin juin 2018.



De même, la saison touristique s'annonce prometteuse avec une augmentation de 40% des recettes touristiques jusqu'au 20 juin 2018, a souligné Chahed.

Il a, encore, rassuré les présidents des chambres mixtes, leur promettant de prendre les mesures susceptibles de faciliter leurs activités et de poursuivre les efforts, visant à maîtriser l'inflation et le glissement du dinar, à moderniser l'administration et à encourager l'initiative privée.

Le président de la Chambre Tuniso-française de commerce et d'industrie (CTFCI), et président du Conseil des chambres mixtes, Foued Lakhoua, a relevé

l'importance des avancées réalisées par le gouvernement dans la mise en place des garanties nécessaires à l'encouragement de l'investissement et à l'amélioration du climat des affaires, notamment sur le plan sécuritaire.

De son côté, le directeur général de la Chambre tuniso-allemande de l'industrie et du commerce (AHK - Tunisie), Martin Henkelmann, a fait savoir que les membres du Conseil des chambres mixtes ont soumis leurs préoccupations au Chef du gouvernement, mettant l'accent sur l'engagement sérieux du gouvernement tunisien, à intensifier la collaboration avec les chambres mixtes pour promouvoir l'image du pays à l'étranger.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Enseignement supérieur :

Quand une crise peut en révéler bien d'autres

Beaucoup de médias ont annoncé la fin de la crise dans les universités suite à l'accord signé entre le MESRS et le syndicat IJABA. En fait cet accord n'est qu'une porte de sortie de secours pour un syndicat qui s'est engraissé dans une voie sans issue et un ministère qui a très mal géré cette crise.

Mais néanmoins, cette crise en a révélé bien d'autres :

Une crise de valeurs :

- Refuser de donner un sujet d'examen pour évaluer des étudiants auxquels on a assuré un enseignement est un acte à l'opposé de la déontologie d'un universitaire et des valeurs qu'il devrait défendre et faire véhiculer.

- Mobiliser des instances élues pour des causes syndicales est contraire à toutes les traditions universitaires et reflète un manque grave de maturité .

- Menacer noir sur blanc dans les communiqués d'IJABA qu'il faut oublier les sujets d'examen à jamais si on touchait aux salaires des grévistes reflète un égoïsme et une insouciance primaires graves.

- Ne pas hésiter à perturber toute une année universitaire pour obtenir une seule chose : la reconnaissance du syndicat IJABA par l'autorité de tutelle est une première qui pourrait donner des idées à d'autres actions.

Une crise dans la gestion des affaires au MESRS

Refuser de comprendre pendant 6 mois les raisons profondes du malaise chez les universitaires (grévistes et non-grévistes) et réaliser à quel point la crise est profonde reflètent un défaut d'appréciation un peu grave chez l'autorité de tutelle.

La gestion de la crise par le Ministère et les universités était catastrophique. Au lieu de circonscrire le problème dès



le mois de décembre et de recevoir le syndicat et le raisonner dans le cadre du respect mutuel, il n'y a eu que d'initiatives maladroites regrettables témoignant d'une incompréhension profonde de l'université et de ses problèmes.

Il y a eu le courrier menaçant de janvier du directeur du cabinet, puis la minimisation du problème dans les médias, puis l'annonce tambour battant que la question sera résolue avec des comités pédagogiques désignées, puis vient la menace de bloquer les salaires de tous les enseignants et ce pour toute institution dont le Doyen refuse de faire son devoir et de remettre la liste des grévistes et enfin la meilleure, l'invitation aux non-grévistes d'aller se bousculer devant les bureaux d'ordre de leurs universités pour justifier qu'ils ont accompli leurs devoirs. Quelle grande imagination ! J'ai honte Monsieur Le Ministre.

Signer à la hâte au mois de mars avec la Fédération générale de l'enseignement supérieur, un accord qui est une humiliation pour les universitaires. Leur octroyer une prime de rentrée ou bien

faire bénéficier leurs enfants d'une bourse universitaire alors que d'autres étudiants ayant des parents avec des revenus inférieurs n'ont pas droit à cette bourse est un scandale pour toute personne qui a un peu de bon sens.

La meilleure est de payer les enseignants-chercheurs pour chaque article publié. Quelle grande université dans le monde classe ses enseignants-chercheurs uniquement suivant le nombre d'articles publiés ? La prime pour chaque thèse soutenue, on connaît ce qu'elle a produit : des milliers de thèses et des milliers de victimes. L'Université tunisienne a un grand avenir devant elle.

Récompenser le syndicat IJABA pour avoir réussi à perturber l'année universitaire en le déclarant partenaire digne de faire partie des compétences qui vont faire la réforme de l'enseignement supérieur. Monsieur le ministre, vous auriez pu faire cela au mois de novembre ! C'est vrai à cette date, ils n'ont pas encore fait preuve de ce qu'ils savent faire. Maintenant c'est bon, grande sagesse et grand sens de responsabilité sont prouvés.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Accès à l'information :

50% des plaintes intentées concernent des ministères - Imed Hazgui



Selon le président de l'Instance d'accès à l'information, Imed Hazgui, près de 50% des plaintes déposées concernant des départements ministériels et ont trait à l'information en rapport avec la gestion des affaires publiques.

En marge de la signature d'un accord de partenariat et de coopération entre l'Instance et le Centre de formation et d'appui à la décentralisation, Imed Hazgui a précisé que les ministères de la Santé, de l'Education et de l'Enseignement, mais aussi la présidence du gouvernement figurent parmi les plus visés par ces plaintes.

Il a affirmé que les structures publiques ont réagi positivement aux décisions de l'Instance, notamment après la publication de la circulaire du chef du gouvernement n°19 de l'année 2018 relative à l'accès à l'information.

Hazgui a fait observer que l'Instance a pris des décisions audacieuses qui sont de nature à consacrer la culture de la transparence et de la reddition des comptes au niveau local et national, ajoutant que jusqu'à ce jour plus de 220 plaintes ont été déposées auprès de l'Instance et que plus de 80 ont d'ores et déjà été tranchées. Une partie de ces plaintes, qui sont intentées par des associations, des organisations et des individus, concernent les affaires locales et portent sur des demandes d'accès à des procès verbaux des conseils municipaux et aux budgets, selon lui.

Le 18 mai dernier, rappelle-t-on, le chef du gouvernement avait publié une circulaire adressée aux membres du gouvernement, gouverneurs, maires et premiers responsables des institutions et entreprises publiques qui apporte des clarifications sur les modalités d'application de la loi d'accès à l'information.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

L'aggravation du **taux d'inflation** en juin 2018



Le taux d'inflation a augmenté à 7,8%, à fin juin 2018, après une stabilité enregistrée en avril et mai (7,7%), selon les chiffres de l'Institut national de la statistique (INS) publiés jeudi 5 juillet.

L'INS impute cette augmentation à la hausse des prix des biens et services divers de 10,8%, du transport de 9,9% et de l'alimentation de 8,6%.

Selon l'Institut, la hausse des prix des biens et services divers est le résultat de l'augmentation des prix des soins personnels de 11,3%, des assurances de 9,3% et des services financiers de 7,5%.

Le renchérissement des prix du groupe transport (9,9%) est dû à l'accroissement des prix des véhicules et des dépenses d'utilisation des véhicules de 12,9%.

En ce qui concerne les prix de l'alimentation, l'INS a fait état d'une décélération avec un taux de 8,6% sur un an, contre 9,3% le mois précédent. Ce taux de 8,6% est expliqué par l'augmentation des prix des viandes de 15,9%, des fruits de 15,4%, des poissons de 10% et des huiles alimentaires de 8,8%.

Pour ce qui est de l'inflation sous-jacente (l'ensemble hors alimentations et boissons et hors énergies) elle s'est établie à un niveau de 7,2%.

Concernant les prix de produits libres (non administrés), ils ont augmenté de 8,6% contre 5,1% pour les prix administrés. Les produits alimentaires libres ont augmenté, durant le premier semestre 2018, de 9,8% contre 2,3% pour les produits encadrés.

Hausse de l'indice de prix à la consommation de 0,5%, en juin 2018

L'INS a fait état également de la hausse des prix à la consommation de 0,5%, en juin 2018, après une augmentation de 0,4% le mois précédent.

Cette évolution est due à la hausse des prix des articles d'habillement de 2%, en raison de la fête de l'Aïd el Fitr, et des prix des services de 0,5%. Les prix des services des restaurants et d'hôtels ont augmenté de 0,9%, en juin 2018, selon l'INS.

Toutefois, les produits alimentaires se sont inscrits en baisse de 0,3% suite à diminution des prix des fruits frais de 3,1%, des légumes frais de 2,7% et des poissons frais de 0,3%.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Avec une nahdhaouie élue Maire de Tunis, quels enjeux géopolitiques de l'islam politique pour la région?

Par : Amel BelHadj Ali

Souad Abderrahim vient d'être élue maire de Tunis. Devons-nous féliciter la femme en elle qui occupe cette chaire jusque-là monopolisée par les hommes et lesquels, plus est, sont tous tunisois, ou déplorer qu'elle représente un parti illustrant l'islam politique dans toute sa splendeur ? Un parti qui, lentement mais très sûrement, est en train d'occuper tous les terrains de l'Etat et du pays, allant du socio-économique au politique en passant par l'idéologique !



Un parti qui construit plus de lieux de culte que d'écoles et dont le pouvoir économique progresse à une vitesse vertigineuse grâce à ses différents relais dans tous les centres d'influence ? Ou encore les discours mitigés entre ceux prodigués aux bases du parti-secte en Tunisie et ceux adressés à l'international ?

En toute honnêteté, la discipline, le travail de fond et les stratégies mises en place par Ennahdha ont porté leurs fruits. Et à ce titre, ils méritent le respect malgré leurs desseins obscurantistes pour le pays. Et si leurre ou manipulation il y avait, la faute reviendrait plus aux manipulés et aux leurrés qu'aux manipulateurs et aux prestidigitateurs

politiques. Après, tout à la guerre comme à la guerre !

C'est ce qui explique également que pour l'international, le seul parti pouvant composer un vis-à-vis valable et capable, c'est Ennahdha. Erdogan a bien choisi ses alliés.

Seulement et à terme, est-ce vraiment dans l'intérêt des pays occidentaux de soutenir un parti qui prépare pour la Tunisie le scénario soudanais ?

Et quelles sont les raisons qui pourraient les inciter à encourager l'implantation de ce régime islamiste, prétendument modéré dans un pays où, de fait, les populations sont religieusement modérées et où la question identitaire ne s'est

jamais posée avec autant d'acuité qu'au cours des années qui ont succédé au soulèvement tunisien orchestré ailleurs ?

Une structure mentale tout à fait différente entre les Arabo-musulmans du Machrek et du Golfe et les Berbéro-arabo-musulmans du Maghreb

Il s'agit bien entendu d'enjeux géopolitiques et stratégiques importants pour ces pays que nous n'avons pas à expliquer dans ce papier concis. Ils les connaissent beaucoup mieux que nous, mais ils peuvent les préserver dans la continuité et de manière pérenne autrement. Par contre, ce qu'ils n'arrivent pas à saisir, c'est tout d'abord une structure mentale tout à fait différente entre les arabo-musulmans du Machrek et du Golfe et les Berbéro-arabo-musulmans du Maghreb arabe.

Les derniers étant historiquement plus ouverts aux autres civilisations, plus occidentalisés et mieux intégrés dans leur environnement géopolitique et géoéconomique aussi bien méditerranéen, européen qu'africain, particulièrement la Tunisie.

Près de trois ans de règne islamiste exclusif en Tunisie ont suffi à désarticuler l'Etat, à fragiliser les institutions, à diviser le pays et, pire que tout, à détruire l'un des services de renseignement et anti-terrorisme qui figurait parmi les plus efficaces qui existent dans la région : le Tunisien.

Les Occidentaux oublient que la Tunisie est située tout près de l'Europe (140 km séparent Tunis de la Sicile, la distance n'est pas beaucoup plus importante pour ce qui est de Marseille et Gênes).

Si l'idée était de faire en sorte que ces pays-là gardent leurs islamistes chez eux pour protéger l'Europe et les USA, sur le terrain elle a servi à créer un nombre plus important de terroristes et d'extrémistes. Les plus virulents viennent de ces pays-là car, en réalité, leur crise identitaire vient du fait qu'ils ont été incapables de s'intégrer dans leurs pays d'accueil occidentaux, tout comme ils sont et seront incapables de vivre en harmonie avec les modèles de société existant dans leurs propres pays.

Les islamistes réfléchissent, agissent et se comportent comme des sectes dans des cercles fermés. Ils gèrent de grands intérêts et sont des parties prenantes très actives dans le grand banditisme transnational, le trafic d'armes et de drogue. Ils ont profité de la phase post-soulèvement de janvier 2011 en Tunisie pour retirer les garde-chasses qui étaient les

informateurs des services spéciaux à propos de tous les mouvements suspects et ont réussi à s'installer aujourd'hui au Mont Chambi, les monts Semmama et Saloum, sans parler des cellules dormantes situées sur tout le territoire.

Ils maîtrisent les sentiers de ces montagnes aussi bien que l'armée nationale elle-même qui n'était traditionnellement pas rôdée à la lutte antiterroriste.

Les risques pour les pays du Nord de la Méditerranée, s'il n'y a pas de leur part une volonté réelle de mettre fin à cette vague rampante d'islamisme politique à tendance violente, est que des pays comme la Tunisie ou le Maroc ne leur exportent plus dans les prochaines années des composants automobiles mais plutôt des bombes humaines.

Pareil pour les USA. Ils en ont d'ailleurs eu la confirmation par des actes terroristes et des attentats depuis 2013.

Tous ces pays, lesquels, nous le savons, ont des intérêts dans la région, ne peuvent pas se fier aux promesses faites par les leaders islamistes car pour mobiliser leurs foules, ils leur promettent des califats, des prises de guerre et des récompenses à chaque fois qu'ils leur font allégeance et qu'ils conquièrent de nouveaux terrains. Cela pourrait commencer par le Sud pour remonter très rapidement vers le Nord.

En témoignent nombre d'exemples d'islamistes situés partout dans le monde qui ont affirmé leur allégeance au califat de Daech. Rien ne peut les arrêter car on leur promet le paradis, et tous leurs actes, les plus atroces, sont justifiés par la fin : vivre heureux éternellement.

Ils disposent d'un arsenal important d'armes qu'ils ont réussi à dissimuler en ce qui concerne la Tunisie pendant le règne de la Troïka sur tout le territoire tunisien.

La Tunisie en phase pré-électorale

Les islamistes sont dotés de moyens énormes, ils ont verrouillé les administrations et vicié l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) dont beaucoup sont des sympathisants nahdaouis. Avec les lignes financières énormes dont dispose Ennahdha soutenue entre autres par le Centre Carter, on n'écarte ni les possibilités de pratiques frauduleuses ni la falsification des élections. C'est ce qui explique aujourd'hui le refus de nombre de Tunisiens de s'inscrire, principalement les jeunes, pour les élections.

Selon des informations des services de

NOMINATIONS

**Nouvelles nomination
au ministère du
Transport**

**Le Tunisien Ferid
Belhaj, nouveau vice-
président de la Banque
mondiale pour la région
MENA**

renseignements tunisiens, Ennahdha, dans le meilleur des cas, ne pèserait pas plus que 500.000 voix sur l'échiquier électoral. Le parti a déjà entamé son programme d'acquisition des voix via ses associations caritatives et les prétendues aides apportées aux classes souffrant de précarité.

Les Tunisiens pratiquants désertent les mosquées et se recroquevillent sur eux-mêmes, car ils n'arrivent pas à s'identifier à l'image que leur renvoie les Frères musulmans, eux le peuple le plus occidentalisé de la région arabo-musulmane.

La majorité des Tunisiens et particulièrement la classe moyenne est désabusée, elle refuse le changement du modèle sociétal qu'elle a toujours connu et parmi elle, nombreux sont ceux qui ont élu Ennahdha et qui le regrettent aujourd'hui. «Nous pensions qu'ils n'étaient pas corrompus, qu'ils étaient porteurs de nouvelles valeurs et qu'ils respectaient leurs promesses».

Rien de cela n'est arrivé, la Troïka, principalement Ennahdha, a mis le pays en faillite à cause de la voracité de ses dirigeants et de leurs incompétences notoires dans la gestion des affaires de l'Etat. Ils ont agi avec le pouvoir comme un butin de guerre en usant sans modération. Leurs alliés CPR et Ettakattol ne sont pas mieux qu'eux aux yeux des Tunisiens complètement désillusionnés et qui ont perdu confiance dans les partis classiques.

Lorsque Marzouki a prêté serment, il avait promis de préserver l'unité nationale, l'unité et l'intégrité du territoire, les principes républicains et la civilité de l'Etat, sans parler des promesses faites lors de son discours inquisitoire d'investiture où il avait assuré que les acquis des femmes ne seront jamais touchés.

Quatre (4) ans après, les institutions de l'Etat sont déstructurées et même l'unité nationale et de territoire menacée. A

Kasserine, nous sommes presque dans le non Etat et la police qui attend qu'on réactive la loi antiterroriste maintient le statut quo et des fois préfère se retirer au lieu d'affronter les acteurs de violence. Les ministères de souveraineté sont minés et les femmes tunisiennes modernes et éduquées, voient leurs acquis de plus en plus menacés et risquent de se retrouver sous le joug d'un pouvoir semblable à celui des talibans.

Y a-t-il une porte de sortie ?

Oui. Sur le plan de la représentativité politique à travers la société civile qui a prouvé son efficacité et son efficacité, alors que le parti Nidaa Tounes est en pleine déconfiture et que Béji Caïd Essebsi a fait du pouvoir une affaire de famille.

La société civile peut être une force de frappe importante si elle réussit à regrouper tous les partis progressistes modernistes et soucieux de préserver le modèle de société tunisien connu depuis l'indépendance, avec ce que cela implique comme principes républicains, civilité de l'Etat et droits des femmes.

Ennahdha, qui fait beaucoup de lobbying grâce aux moyens énormes dont elle dispose, est en réalité un gros ballon plein d'argent mais pour une grande partie du peuple tunisien elle a perdu sa crédibilité. Ses leaders sont des spécialistes dans la surenchère et des renards politiques sans foi ni loi. Ils ne sont pas pour la plupart des victimes comme ils l'ont toujours prétendu mais porteurs d'un projet sociétal rétrograde qui risque de déstabiliser la région.

Ils ont pratiquement tous été arrêtés pour des actes de terrorisme et de grande violence. Ils menacent non seulement le Sud mais aussi le Nord de la Méditerranée avec ce que cela implique comme ramifications dans les autres pays européens.

L'Algérie, un pays qui a vécu la décennie noire de la guerre civile avec les terroristes islamistes, ne pourrait jamais se sentir en sécurité avec un régime islamiste gouvernant en Tunisie.

Le Maroc, un pays où coexistent différentes communautés tenues en laisse par un Roi, considéré comme le prince des Croyants, ne le supporterait pas non plus.

Mais plus que tout, les femmes sont aujourd'hui prêtes à tout pour lutter contre la montée de l'extrémisme et l'implantation perverse et vicieuse d'un régime islamiste en Tunisie.

A moyen et long termes, l'islam politique n'a pas d'avenir en Tunisie, c'est un organe incompatible avec le corps d'une société exceptionnelle par sa richesse civilisationnelle et son histoire riche. Une société où une femme a usé d'un verset du coran pour imposer à son mari à l'époque -prince des Croyants- son droit à elle de le répudier et lui interdire d'être polygame, ne peut se plier, une société où, au 11ème siècle, les jeunes filles étudiaient au même titre que les jeunes garçons à Kairouan.

Le tout est de savoir combien devons-nous sacrifier en termes de vies, d'institutions et de réalisations acquises depuis l'indépendance pour nous en débarrasser et nous intégrer dans une véritable transition démocratique.

Et pour terminer, une seule certitude, dès qu'il s'agit d'islam politique, l'aspect modéré disparaît, pour cela, il faut lire l'histoire de la transmission du pouvoir depuis les premiers temps de l'islam. Elle est sanguinaire. Ce que les Think tank américains ou britanniques refusent de voir est que «cela n'arrive pas qu'aux autres» !

Pourtant, si intérêts il y a, ils peuvent être préservés par d'autres moyens pas par des idéologies religieuses. La réforme de la religion catholique a eu lieu, pas celle de l'islam !

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

“Quand le monétaire affaiblit l’efficacité des marchés financiers, c’est l’économie réelle qui en pâtit” (Moez Hadidane)



“ Les agents économiques à capacité de financement, y compris les OPCVM (Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières) obligataires sont aujourd’hui de plus en plus intéressés à investir dans des produits de taux de court terme, relevant du marché monétaire que dans des valeurs mobilières de long terme relevant du marché financier (obligations privées et Bons du Trésor)”. C’est ce qui ressort d’une analyse de la nouvelle donne monétaire, réalisée par Moez Hadidane, enseignant, chargé de cours gestion de portefeuille-à IHEC Carthage.

Dans cette analyse publiée dans le 2ème numéro de la newsletter trimestrielle de l’Association des Intermédiaire en Bourse (AIB), sous le titre “Quand le monétaire évince le financier, c’est toute l’économie réelle qui est menacée”, Hadidane explique que “dans un contexte de liquidité très tendue des banques, l’industrie des OPCVM obligataires fait face à une concurrence très vive des banques.

Les ressources financières (excédents de trésorerie des agents à capacité de financement) sont de moins en moins, drainées par les véhicules traditionnels d’investissement de moyen long terme, notamment, les OPCVM, (SICAV, Fonds communs de placement en valeurs mobilières), les structures de capital risques (Fonds communs de placement à risque, Fonds d’amorçage, SICAR) et les institutions de Micro-finance”.

Toujours selon lui, “l’offre de rendement des OPCVM obligataires se limite aujourd’hui à une moyenne de la place de 4,5% loin des taux offerts par les banques, adossés sur les placements à échéances autour de “TMM + 2” et “TMM + 3” soit des taux de rendement net de 6,5% et 7,3%.

Les placements à échéances (au plus pour une année) auprès des banques offrent, ainsi un surplus de rendement par rapport aux OPCVM obligataires de 200 points de base au moins.

Bien que les actifs sous gestion des OPCVM obligataires aient augmenté

durant les cinq premiers mois de l’année 2018, de 160 millions de dinars, soit de 4,2%, une analyse d’un historique plus long dévoile que les OPCVM drainent de moins en moins de capitaux, menaçant toute l’industrie des OPCVM obligataires”.

“Aujourd’hui, les OPCVM obligataires de la place offrent un rendement annualisé moyen pondéré, net d’impôt et de frais de 4,5% alors qu’un placement bancaire en DAT (Dépôt A Terme) ou en CD (Certificat de Dépôt) offre un rendement brut de plus ou moins TMM +2, voir TMM + 3. Compte tenu d’un TMM moyen des six premiers mois de l’année 2017 de 6,13%, les placements à échéances offrent une rémunération nette de 6,5% voire 7,3%. Ces derniers offrent, ainsi un surplus de rendement par rapport aux OPCVM obligataires de 200 points de base au moins”, lit-on encore dans la même analyse.

Hadidane a souligné “ qu’investir aujourd’hui dans un produit monétaire auprès d’une banque, pour une durée proche d’une année, rapporte un rendement brut supérieur que celui d’une obligation privée de maturité 5 ou 7 ans.

Mieux encore, la banque offre une rémunération sur un placement court, à un taux largement supérieur au coût de refinancement de cette même banque dans le cadre d’un emprunt obligataire de 5 ou 7 ans “.

“Mobiliser une grande partie des ressources des excédents de cash des agents à capacité de financement au profit des produits bancaires à échéance, rémunérés à des taux proches de celui offert par une obligation de long terme, entache le processus d’allocation optimale des ressources et affaiblit l’efficacité des marchés financiers et par conséquent toute la machine de création de richesse et de croissance économique”, a-t-il conclu.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Aram Belhadj :

Le secteur financier tirera profit de l'augmentation du TMM mais pas la sphère réelle



La stratégie de "Ciblage de l'inflation" adoptée par la Banque centrale de Tunisie, dans le cadre de sa conduite de la politique monétaire, profitera à la sphère bancaire et financière qui bénéficiera d'une telle mesure aux dépens de la sphère réelle. C'est en tout cas ce que pense l'enseignant chercheur en économie, Aram Belhadj, cité dans un article de la TAP, mercredi 4 juillet.

Selon lui, "tous les investisseurs institutionnels (FCP, SICAV, SICAR, etc.) tireront profit de cette stratégie et de la hausse des taux qui en résulte. Les banques verront, elles aussi, leur marge d'intérêt augmenter, ce qui permettra une amélioration de leurs résultats à la fin de l'exercice. Elles auront également une source supplémentaire d'argent étant donné que l'acquisition des bons de trésor (titres émis par l'Etat pour financer son budget) est désormais très intéressante et rentable".

"Les banques préféreront en effet l'achat de ces bons à un taux très élevé, plutôt que l'octroi des crédits aux agents risqués, telles que les PME et microentreprises (c'est l'effet d'éviction). Avec cette hausse du taux directeur (et donc du TMM), le risque de crédit augmente, ce qui se traduira nécessairement par une hausse des primes de risque. Les assureurs des crédits (que ce soit des assurances ou des banques) verront donc leurs primes progresser", a-t-il ajouté.

S'agissant de la Bourse, Belhadj pense que "l'augmentation du TMM et donc des taux d'intérêt incitera les gens à placer leurs liquidités chez les banques plutôt qu'à la Bourse. Mais, puisque la Bourse de Tunis est essentiellement dominée par les banques (la plupart des sociétés cotées sont des établissements bancaires), avec les résultats positifs de ces dernières, il est possible que la Bourse enregistre un bond en avant".

Belhadj explique que "la stratégie de la BCT consiste à faire varier l'instrument de politique monétaire qui est -généralement- le taux d'intérêt pour influencer son objectif qui est -généralement- l'inflation. Opérationnellement, en rehaussant le taux directeur, la Banque centrale souhaite influencer le taux du marché monétaire et par conséquent les taux débiteurs (taux appliqué sur les crédits) et créditeurs (taux appliqué sur les dépôts)".

Toujours selon lui, "une hausse des taux implique donc un renchérissement de l'argent et par conséquent une baisse de la demande et une contraction des prix. Dans une économie de marché, la hausse des taux d'intérêt est profitable aux agents ayant une capacité de financement (les agents possédant des excédents de liquidité) et préjudiciable pour les agents à besoin de financement (les agents ayant un déficit de liquidité), à savoir les citoyens et les entreprises".

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Pour le syndicat des prédicateurs tunisiens, le rapport de la COLIBE sape les valeurs morales



Le syndicat de base des prédicateurs de Tunisie relevant de l'UGTT a exprimé son "rejet catégorique" des recommandations du rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE), estimant qu'elles sont "en contradiction avec la religion islamique, sapent l'organisation de la famille et des valeurs morales et sont contraires à l'instinct humain".

Dans une déclaration rendue publique jeudi 5 juillet, le syndicat a mis en garde contre "la divergence nette du rapport avec les préceptes du saint Coran et la Sunna du prophète, les avis unanimes des oulémas au sujet de certaines dispositions de la Charia islamiques qui ne sont pas sujettes à interprétation ou un amendement".

Il estime également que "le rapport comporte certaines recommandations contraires à l'instinct humain et portent atteinte à l'identité tunisienne".

Le rapport de la COLIBE a été présenté le 8 juin dernier au président de la république Béji

Caïd Essebsi et diffusé sur internet le 12 du même mois, rappelle-t-on.

Il comporte plusieurs recommandations visant le renforcement des libertés individuelles, notamment l'égalité dans l'héritage, l'abolition de la peine de mort, l'annulation de l'incrimination de l'homosexualité, l'emprisonnement trois mois de tout agresseur de la vie privée, l'annulation de la dot et des délais de viduité.

La présidente de la commission, Bochra Bel Haj Hmida, a estimé que ces recommandations "sont en conformité avec les conventions internationales signées par la Tunisie et avec les dispositions de la constitution de 2014".

Elles ont suscité toutefois une grande polémique. Certaines parties ont dénoncé le contenu du rapport estimant qu'il s'oppose aux valeurs et aux principes de l'islam comme l'Université de la Zitouna tandis que 34 organisations et associations de la société civile ont estimé que ce rapport est conforme aux normes internationales des droits de l'Homme et aux orientations modernistes de l'Etat tunisien.

2,1%

La production industrielle en Tunisie a régressé de 2,1% de janvier à avril 2018

Le rapport 2017 de l'INLUCC comporte la liste de 245 dossiers de corruption transférés à la justice



L'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC) a recensé dans son rapport 2017, qui sera publié en septembre prochain, plus de 245 dossiers transférés à la justice.

Selon le président de l'Instance, Chawki Tabib, la plupart des affaires concernent des faits de corruption dans les marchés et achats publics, ainsi qu'au niveau des recrutements dans la fonction publique.

Le rapport comporte également les activités de l'instance et son approche préventive en matière de lutte contre la corruption.

Tabib, qui s'exprimait en marge d'une rencontre tenue vendredi 6 juillet à Djerba, a assuré que le gouvernement a réagi favorablement aux demandes de l'Instance en décidant une série de réformes illustrées par l'activation et la

généralisation du système d'achat public en ligne (Tunisia Online E-Procurement System "TUNEPS") qui aura un rôle important dans la lutte contre la corruption.

Chawki Tabib considère que la lutte contre la corruption commande d'arrêter les corrompus et d'asseoir un système efficace qui empêche de commettre ce type de crime.

Il recommande la mise en place de mécanismes à même de coordonner les efforts des divers intervenants dans le système national de lutte contre la corruption.

Le président de l'INLUCC insiste également sur la nécessité de relancer les activités du Conseil supérieur de lutte contre la corruption et de recouvrement des avoirs et biens de l'Etat qui s'est réuni seulement deux fois depuis sa création en 2012.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Les agents du CNI contre la création de l'Agence tunisienne du numérique



C'est devant le Théâtre municipal de Tunis que les agents du Centre national d'informatique (CNI) ont décidé d'observer, jeudi 5 juillet, un sit-in pour exprimer leur opposition à la création d'une agence de développement numérique, décidée par le conseil ministériel du 20 juin 2018.

Les agents et cadres du CNI ainsi que les syndicats du secteur public de la télécommunication, de l'informatique et des services postaux mettent en garde contre la création de cette agence qui menacerait, selon eux, la sécurité des données tunisiennes et la souveraineté des informations nationales en donnant la possibilité au secteur privé d'y accéder.

Ils s'interrogent également sur l'avenir du CNI qui a protégé, depuis des années, toutes les applications informatiques nationales et a été pour longtemps l'un des éléments essentiels de

la stratégie nationale du numérique.

Mais après concertation avec l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), le ministère de tutelle aurait décidé de stopper ce projet et de restructurer le CNI, dans un premier temps, sauf que par la suite il a renoncé à cet accord et le projet a été adopté par le conseil ministériel.

A noter que le ministère des Technologies de la communication et de l'Economie numérique avait souligné le 02 juillet dernier dans un communiqué que la création de l'Agence tunisienne de développement numérique ne sera en aucun cas une agence parallèle dont la création menacerait l'existence du CNI.

Le ministère a précisé que la protection des données sensibles du gouvernement et du citoyen ainsi que des bases de données stockées au CNI est une tâche principale du CNI et une responsabilité nationale.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

ISIE :

Mohamed Tlili Mansri donne les raisons de sa démission



Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), Mohamed Tlili Mansri, a annoncé, jeudi 5 juillet, sa démission de la présidence de l'Instance.

Dans un communiqué publié par Mansri, le président de l'ISIE a appelé l'Assemblée des représentants du peuple à entamer les procédures de comblement des vacances au sein de l'Instance.

Mansri a assuré que la décision de sa démission a été prise après concertation avec les membres de l'Instance. "La décision a été convenue avec les membres du conseil de l'ISIE", a-t-il encore souligné.

Par ailleurs, le président démissionnaire a dénoncé les difficultés qui entravent la tenue des réunions de l'instance électorale, faisant état d'un grand volume de travail qui nécessite une adoption par le conseil de l'Isie. Il cite notamment le rapport d'activité de l'Instance et l'élaboration de son budget pour l'exercice 2019.

Parmi les activités du conseil de l'Instance, figurent également la mise en place d'un plan d'action pour les élections législatives et présidentielle 2019 outre la régularisation de la situation professionnelle de tout le personnel de l'ISIE, a-t-il dit.

Mansri a également justifié la décision de sa démission par l'absence de solutions à l'horizon notamment après le report, sine die, de l'examen en plénière de la demande de sa révocation.

"La séance plénière de l'Assemblée des représentants du peuple ne pourrait pas déboucher sur de solutions concrètes", a-t-il noté.

Sur un autre registre, Mansri a indiqué à la TAP avoir convenu avec les membres de l'instance de poursuivre sa mission à la tête de l'ISIE jusqu'au comblement des vacances par le Parlement.

"Un ou deux candidats parmi les membres du conseil de l'ISIE seront désignés pour occuper ce poste", a-t-il affirmé, ajoutant que l'objectif est de ne pas entraver le bon fonctionnement de l'Instance.

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, avait reçu, mercredi 4 juillet, le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, Mohamed Tlili Mansri, pour discuter de la crise au sein du conseil de l'Instance.

Le 28 mai dernier, le Conseil de l'ISIE avait décidé la révocation du président de l'Instance en se basant sur l'article 15 de la loi organique relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections. Une demande a été soumise au Parlement à ce sujet pour validation.

Mohamed Tlili Mansri avait été élu, le 14 novembre 2017, par le Parlement, nouveau président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Tunis Econmic forum :

L'eau... niveau d'alerte !

Par : Ali Abdessalem

Tout ce qui est rare est cher, or contrairement à la croyance répandue, l'eau est rare en Tunisie, par conséquent l'eau est chère. Mosbah Helali, PDG de la SONEDE, corrigera ce syllogisme de Socrate appliqué à l'or, devenu depuis une morale pour toute l'humanité, en précisant qu'il faut facturer l'eau à sa juste valeur, si l'on veut garantir sa bonne allocation dans toute activité économique.

C'est le principal enseignement du Tunisian Economic forum organisé par l'IACE, le 27 juin, sous le thème "Les politiques économiques et la contrainte des ressources rares en Tunisie".



Le séminaire s'est penché sur trois éléments, à savoir l'eau, les sols et les talents, mais un focus particulier a été fait sur le problème de l'eau pour bien mettre en valeur l'urgence d'un plan EAU compte tenu des contraintes qui pèsent sur cette ressource, vitale, rappelons-le.

En réalité, la pensée économique est conçue autour de la notion de rareté et de la juste allocation des ressources. Il faut rappeler que la problématique actuelle autour de l'eau tient compte, au-delà de sa rareté, de son gaspillage et de son allocation impropre dans les circuits productifs. Mais pas seulement, son offre est gagnée par certains aspects d'irrationalité. Et cela fait problème. Et un plan d'urgence nationale se fait jour. Il faut agir.

Attention, le niveau baisse

Entre autres éléments qui renseignent sur l'état de raréfaction de la ressource hydrique, l'on trouve ce fameux indice de cubage per capita. Il est admis que la zone de confort est de 1.500 mètres cubes par an et par habitant. A

1.000 mètres cubes, on est en seuil de pauvreté. A 500 mètres cubes, on considère que l'on est en stress et en-dessous. C'est la pénurie.

A l'heure actuelle, la Tunisie est à 450 mètres, et prévient le chef du gouvernement dans son allocution d'ouverture du Forum, sous l'effet du changement climatique à l'horizon de 2030, le niveau pourrait baisser à 375 mètres. Il y a péril en la demeure et il faut trouver les bonnes parades.

Il faut agir autant du côté de l'offre et sécuriser l'approvisionnement du pays que du côté de la demande en généralisant les meilleures pratiques chez tous les utilisateurs, ménages et opérateurs économiques.

L'eau dans toutes ses couleurs : bleue, verte, grise et virtuelle

Il faut savoir que la planète regorge d'eau et sa surface est couverte de 70% d'eau, constituée par les mers, les océans, les rivières et les lacs. L'eau douce ne représente que 2,5% du total dont 70% existe sous forme de neige et de

glace. En bout de course, il ne reste que 0,7% des ressources hydriques mobilisables pour l'humanité.

En Tunisie, nous disposons d'un volume de 4,8 milliards de mètres cubes de ressources hydriques mobilisables. Elles sont également réparties à 50% en eau bleue, c'est-à-dire de surface, et à 50% en eau sous-terrainne dite verte.

La consommation globale, y compris l'eau grise provenant de l'assainissement des eaux usagées d'eau, se répartit ainsi : 77,3% vont à l'agriculture, 15,5% à l'eau potable, 6% à l'industrie et 1,2% au tourisme.

Mais notre consommation ne s'arrête pas là. Quand nous importons des produits alimentaires, viandes ou végétaux, ces derniers recèlent d'importantes quantités d'eau, dite "eau virtuelle". Mais cela est vrai aussi de nos exportations de produits agricoles.

L'empreinte eau, indicateur de valorisation de l'eau

Chaque usage ménager ou domestique, de même que chaque activité économique possède un marqueur propre de consommation d'eau, et c'est là son empreinte eau. Celle-ci est définie comme le volume total d'eau douce utilisée directement ou indirectement pour fabriquer le produit. Ainsi, il faut 1.350 litres d'eau pour produire un kilo de blé. Il faut 16.000 litres d'eau (16 mètres cubes) pour produire 1 kilo de viande bovine. L'agneau est moins hydrovore et nécessite 10.400 litres pour un kilo. Le kilo de poulet nécessite 4.300 litres et un œuf demande 135 litres. Le record est détenu par le café avec 21.000 litres -oui vous avez bien lu, 21 mètres cubes pour 1 kilo.

Pour leur part, les produits industriels ne sont pas plus sobres. Un tee-shirt en coton utilise 2.000 litres d'eau, et pour un jean en coton on grimpe à 20 mètres cubes, oui 20.000 litres.

Dans ce sillage, il convient de garder à l'esprit que lorsqu'on exporte un kilo de tomates on exporte par la même 180 litres d'eau. Et lorsqu'on importe un kilo de blé, on importe à la mesure de notre empreinte nationale 1.350 litres d'eau.

On cite que des pays soucieux de bien gérer leurs ressources établissent une "balance eau nationale". Certains adoptent une politique volontaire et réfléchie d'importation des produits à consommation intensive en eau afin d'optimiser l'utilisation de leurs propres ressources.

Carthage, grenier de Rome par représailles, mesure de rétorsion

La rationalisation de la consommation vise soit à diminuer l'empreinte eau ou à produire le supplément de valeur ajoutée par produit pour justifier de l'emploi de l'excédent. Le calcul se fait de la manière suivante. La valeur économique de l'eau est établie à 3,5 dinars au mètre cube. C'est donc la valeur ajoutée que devrait apporter un mètre cube d'eau bleue utilisée dans les activités économiques diverses.

L'apport supplémentaire en valeur ajoutée, selon le modèle de réajustement utilisé par l'IACE, serait de 7% pour les agrumes du Cap Bon. C'est-à-dire qu'en valorisant la quantité d'eau utilisée pour produire un kilo d'orange, on doit vendre le kilo d'orange 7% plus cher.

L'affaire se complique pour les dattes, car la majoration est de 297,4%, ce qui revient à tripler le prix public. Sur le marché local, cela est difficilement envisageable. A l'export, si l'on améliore le marketing en allant vers des circuits de distribution, on peut s'en rapprocher.

Les exportations de tomate de la "cinquième saison", société créée par Adel Tlili, qui exporte de la tomate pendant les fêtes de fin d'année en Europe et qui vend la tomate à la pièce dans les circuits huppés, les prix obtenus sont de cet ordre. En globalisant à l'échelle de l'économie nationale, ce sont 3,8 milliards de dinars tunisiens de valeur ajoutée qu'on peut enregistrer.

Alors, à la lumière de ces observations, notre agriculture peut-elle se redéployer autrement ? Oui, soutient haut et fort Mohamed Sahbi Mahjoub, DG de Sadira, projet phare d'exportations agricoles, pour peu qu'on trouve les circuits de vente adéquats. Il dira, avec beaucoup d'assurance, que la Tunisie n'a pas une vocation céréalière. Elle doit se spécialiser dans le maraichage ou l'arboriculture en satisfaisant aux deux contraintes de la rareté de l'eau et des marchés à l'export.

Selon lui, l'empire romain, en nous imposant la culture de blé, voulait nous pénaliser en nous privant d'un redéploiement plus rémunérateur vers le maraichage. Cette affirmation a été soutenue par plusieurs agronomes. Rappelons qu'elle a été d'une grande actualité sous le régime des coopératives sous Ahmed Ben Salah. Et depuis l'affaire est restée en suspens.

La SONEDE, l'eau et l'énergie

Le distributeur national tient un discours

6,3%

Investissements industriels déclarés : Progression de 6,3% des créations de projets (1er semestre 2018)

clair comme l'eau de roche. A sous-tarifier l'eau on fait croire à tous qu'elle est abondante. On dira plutôt qu'à persister à la sous-tarifier on n'envoie aucun signal fort sur l'urgence de sa juste utilisation autant aux ménages qu'aux opérateurs économiques. Cela n'incite pas à aller vers l'utilisation méticuleuse de cette ressource.

Le consommateur n'a pas conscience qu'il boit une eau gratuitement du moins pour les premiers paliers de facturation de la SONEDE. Au prix de 0,250 dinar le mètre cube, le litre d'eau potable rendu à domicile par la SONEDE revient à moins de 1 millime quand le litre d'eau minérale est vendu autour de 400 millimes en magasin ! Le coût moyen de production d'eau par la SONEDE est de 600 millimes par mètre cube d'eau potable. Il est de 2 dinars pour l'eau saumâtre, celle provenant de la nappe. Il est de 3 dinars pour le dessalement d'un mètre cube d'eau de mer.

Rappelons que toutes eaux confondues, le mètre cube est facturé au prix moyen de 360 millimes le mètre cube, pour 2,9 millions d'abonnés dont 2 millions reçoivent, en moyenne, une facture de moins de 10 dinars par trimestre. Cela laisse la SONEDE à découvert.

A noter également que la SONEDE ne touche aucune subvention de l'Etat et que son déficit est supporté sur sa propre trésorerie. Ce qui est grave est que ce déficit la limite dans ses travaux d'investissement.

La compagnie est ainsi acculée à ne renouveler que 150 km de son réseau contre les 1.100 km nécessaires. Cela a baissé le niveau de rendement du réseau à 77%, cela veut dire que 23% de l'eau distribuée est soit gaspillé -du fait des déperditions dues à la vétusté du réseau- ou tout simplement volées par des utilisateurs malveillants.

Il faut savoir que les recettes de l'ONAS, collectées par la SONEDE, ne couvrent que 50% des frais.

Par ailleurs, l'eau d'irrigation est facturée à 140 millimes le mètre cube et il se trouve que 50% de l'eau consommée par les agriculteurs n'est pas payée.

Impératif de barémiser le tarif de l'eau

Faut-il, au motif de la solidarité nationale, facturer l'eau selon le principe de la péréquation, c'est-à-dire à un tarif unique ? Appliquer la vérité des prix revient à intégrer tous les éléments de coût pour chaque site géographique. L'approvisionnement de certaines régions nécessite soit des forages nouveaux, soit des transferts à partir d'autres régions, soit du dessalement et, par conséquent, la raison voudrait que le tarif soit "barémisé" en fonction du prix d'approvisionnement.

Il faut savoir également qu'à l'avenir on sera contraint de recourir au dessalement de l'eau de mer. On cite à ce titre que pour l'île de Djerba, les recettes de la SONEDE n'atteignent que 10 millions de dinars, alors que le coût de l'électricité nécessaire pour le dessalement est de 12 millions de dinars.

Autant dire que tout plaide en faveur d'un réajustement de la facturation de l'eau, sachant que ce levier pourrait servir au redéploiement de notre agriculture.

On savait que l'eau est nécessaire à la vie. On découvre qu'elle est aussi vitale pour le renouveau de notre modèle économique. Une consultation nationale nous paraît opportune. La publication d'un livre blanc sur la gestion de l'eau s'impose comme une urgence de sécurité nationale.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



**La BIAT organise
une exposition d'art
contemporain à Sfax**

POINTS CHAUDS



Ennahdha dénonce à demi-mot le rapport de la COLIBE sur les libertés individuelles et l'égalité

On attendait une réaction du parti islamiste tunisien sur le rapport de la Commission des libertés individuelles ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



L'association tunisienne de défense de valeurs universitaires appelle à traduire le rapport de la COLIBE en des projets de loi

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Les recommandations du rapport de la COLIBE peuvent consolider les droits humains en Tunisie (LTDH)

La Ligue tunisienne de défense des ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



La Toile tunisienne se mobilise pour soutenir la Commission des libertés individuelles et de l'égalité

A l'initiative d'activistes de la société civile en Tunisie, une pétition en ligne ouverte au public a été lancée, mardi 3 ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Satisfecit des organisations de la société civile à propos du rapport de la COLIBE

Le rapport publié par la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE), sur son site internet le 12 ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : Le GAFI lance une consultation du secteur privé

Le Groupe d'action financière ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Diplomatie : Vers la décrispation des relations après les propos de Matteo Salvini sur la Tunisie

L'ambassadeur d'Italie en Tunisie, ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Financement de campagnes pro-gouvernement Chahed : L'ambassade britannique en Tunisie dément

L'ambassade Britannique en Tunisie ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Les conseils de Mondher Ben Ayed pour réussir sur le marché africain

Dans une interview accordée au magazine "Entreprises", Mondher Ben Ayed, président-directeur de TMI, assure que «l'Afrique est un fabuleux gisement de croissance pour nous», entendre par "nous" TMI, en particulier, et la Tunisie en général.

Explication.



Tout d'abord, M. Ben Ayed souligne que TMI est devenue, au fil des années, «... un acteur majeur dont l'activité est basée sur l'export, et notre modèle d'affaires est façonné autour du concept de spécialisation».

«TMI est une entreprise dont l'activité gravite autour des infrastructures en recourant à des produits que nous ne fabriquons pas», ajoute le pdg de TMI. Toutefois, la Tunisie peut apporter une réelle valeur ajoutée intrinsèque aux produits et services, en termes de ressources humaines. Car, «un produit tout seul ne constitue pas une solution», solution qui ne peut en être une que si on associe au produit un service et des ressources humaines. «C'est dans ce cadre que la valeur ajoutée tunisienne relève

de l'évidence», selon lui.

Et quand on lui demande d'expliquer, M. Ben Ayed souligne en substance que ce qui distingue la Tunisie des autres pays africains, c'est les ressources humaines.

La Tunisie possède de ressources compétentes...

Et le patron de TMI de rappeler que la Tunisie, avec une population de 11 millions d'habitants, produit et forme annuellement 10.000 ingénieurs et techniciens, soit le même nombre d'ingénieur que produit l'Egypte qui compte pourtant plus de 110 millions d'habitants; 3.000 pour le Maroc, peuplé de 40 millions d'âmes.



AFRIQUE

De ce fait, Mondher Ben Ayed estime que ce vivier est une formidable arme d'exportation pour la Tunisie vers les pays d'Afrique subsaharienne.

Au passage, il donne quelques exemples de pays africains qui souffrent d'un déficit chronique en ingénieurs, entre autres le Mali, le Tchad, le Niger, la Mauritanie, etc.

A une question sur la concurrence des autres pays qui convoitent l'Afrique au même titre que la Tunisie, M. Ben Ayed souligne que «nous sommes bien positionnés pour absorber les marchés africains, mais les gens et les clients demandent souvent des solutions clés en main».

Dans cet ordre d'idées, le pdg de TMI affirme également que la plupart des pays africains ne possèdent pas de solutions dédiées et intégrées pour la gestion postale, la gestion des impôts et la gestion de l'ensemble des services publics.

Cependant, pour réussir efficacement sur le marché africain, il conseille aux SSII tunisiennes de «mobiliser des SSII de taille critique avec une force de frappe de 1.000 à 1.500 ingénieurs. C'est le point fort des Européens».

Eviter les démarches en solo!

Comme solution, Mondher Ben Ayed suggère la création «de consortiums ou de groupements d'intérêt qui permettent d'associer des acteurs spécialisés et des SSII». Il cite le cas de Netcom (pour la partie réseaux), Arab Soft (pour la gestion des comptes), SIGA (pour les applications de gestion des caisses sociales)

dans certains pays africains. «Nous avons donc créé un écosystème et une association ad hoc basée sur l'entente et les synergies avec toujours un seul chef de fil. Ce modèle a donné lieu à des très belles réussites et a profité à ses adhérents», affirme-t-il.

Mondher Ben Ayed révèle, dans ce cadre, que «nous cherchons à agrandir ces MOU et à élargir notre business en impliquant de grosses structures tel un opérateur télécoms, par exemple, qui apporte des moyens de grande envergure comme ses RH et sa capitalisation...».

Toujours dans la même optique, il indique que TMI, en association avec Arab Soft, réalise actuellement une application pour le compte de la Direction des impôts au Niger. TMI a également signé, en partenariat avec SIGA, un beau projet IT au Tchad et un autre en Côte d'Ivoire dans le domaine spécifique des caisses sociales.

Tout ceci montre la justesse de la stratégie de TMI de miser sur le marché africain en matière de IT. Et comme a souligné M. Ben Ayed, grâce à ses ressources humaines, conjuguées à la volonté de plusieurs pays africains de se doter d'outils informatiques modernes, la Tunisie semble avoir une belle carte à jouer en Afrique subsaharienne, et ce en dépit de certaines tracasseries de notre administration.

Pour ce faire, il faut bien retenir une importante recommandation du PDG de TMI: pas de démarches ou actions solitaires, autrement dit, il faut se regrouper pour aller sur les marchés d'Afrique subsaharienne.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

VOTRE CRÉDIT EST SERVI
EN MAGASIN.



CRÉDIT CONSO EN MAGASIN

- Crédit immédiat quelle que soit votre banque.
- Frais de dossier gratuits.

Pour tout besoin contactez votre Box Crédit Conso en magasin ou demandez conseil au 70 000 050.

L'UBCI, première banque spécialisée dans le crédit score en Tunisie



Burkina Faso :

Le bilan de Christian Kaboré... en chiffres

Réalisations majeures à mi-mandat de la Présidence Kaboré au Burkina Faso dans les secteurs prioritaires pour l'économie et le capital humain



Performance économique : Croissance et emploi

Alors que le taux de croissance se situait à 4% en 2015, il affiche 6,7% en 2017. La performance économique du Burkina Faso est aussi validée par son taux de croissance dans la zone UEMOA -en troisième position après la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Ainsi, malgré un contexte difficile sur le plan sécuritaire et social, le Burkina Faso a pu renouer avec la croissance, grâce à l'assainissement des finances publiques, aux réformes initiées par le gouvernement pour l'amélioration des recettes fiscales et aux projets structurants lancés dans le cadre du PNDES.

Par ailleurs, plus de 183.000 emplois salariés ont été créés dans le secteur formel au cours des deux années de mise en œuvre du PNDES, soit une hausse de 41,3% entre 2016 et 2017 !

Infrastructures & Désenclavement

Le principal objectif des grands chantiers d'infrastructures est de désenclaver le pays et de libérer son potentiel économique. 1.240 kilomètres de pistes rurales ont déjà été

aménagées, sur l'objectif de 5.000 kilomètres de voie inscrit dans le programme présidentiel.

Sur les 15 projets routiers auxquels le chef de l'Etat s'est engagé à réaliser d'ici à la fin de son mandat, soit un total de 2042 kilomètres à bitumer, plus de 32% sont en cours de réalisation ou de démarrage. A cela s'ajoute la réhabilitation de la ligne ferroviaire entre la Côte d'Ivoire et le Burkina, et le nouveau projet de chemin entre le Ghana et le Burkina, qui devraient être prêts d'ici à 2020.

Energie

Avec le solaire, la révolution énergétique du pays est aujourd'hui lancée. La production et l'approvisionnement en énergie ont pu croître en 2017 grâce aux centrales solaires photovoltaïques de Zagtoouli et de Ziga et l'achèvement, côté Burkina Faso, des travaux d'interconnexion entre Bolgatanga au Ghana et Ouagadougou.

Les travaux d'électrification de 40 localités rurales et de 385 infrastructures sociocommunitaires par systèmes solaires photovoltaïques, les travaux d'interconnexion électrique entre Ouagadougou et Ouahigouya,

36%

Bac 2018 Session de contrôle: Un taux de réussite de 36%



AFRIQUE

Kaya et Dori ainsi que Kongoussi et Djibo, l'installation de lampes LED et de lampes solaires sont autant de réalisations qui ont permis de porter le nombre de localités entièrement électrifiées à 1.347 contre 562 en 2015.

Numérique & TIC

Le tout numérique a commencé à être appliqué à l'administration et l'ensemble des secteurs clés de l'économie. Le chef de l'Etat souhaite ainsi hisser le Burkina Faso parmi les pays qui se sont appropriés les technologies de l'information pour édifier des économies prospères.

A cet effet, la connectivité s'est nettement améliorée grâce à l'achèvement des travaux de déploiement de fibre optique dont le projet G-CLOUD, et la mise en service de la Télévision Numérique Terrestre (TNT) qui a permis de concrétiser le droit à l'information pour tous.

Accès à la santé et Gratuité des soins

La gratuité des soins pour la femme et l'enfant, a permis de prendre en charge plus de 6 millions d'interventions au profit des femmes et 10 millions de cas de maladies chez les enfants de moins de 5 ans. On dénombre quelque 27 millions d'interventions gratuites.

Cette politique de gratuité a ainsi permis de baisser le taux de mortalité infra-hospitalière maternelle et infanto-juvénile, d'augmenter le taux d'accouchement assisté, de réduire le taux de létalité des jeunes enfants atteints de paludisme ou encore de procéder au dépistage des cancers du sein et de l'utérus chez les femmes.

Cette politique de gratuité dans le secteur de la santé sera poursuivie avec l'opérationnalisation du RAMU - Régime d'Assurance Maladie Universelle - qui permettra de façon graduelle d'élargir la couverture maladie à l'ensemble des Burkinabè.

Eau & Assainissement

L'objectif «Zéro Corvée d'Eau», un engagement majeur du chef de l'Etat, est en marche et ambitionne de faciliter l'accès à l'eau potable à 100% des Burkinabè d'ici 2020. Des progrès ont été enregistrés en 2017 avec un taux d'accès à l'eau potable de 66,2% en milieu rural et 91,7% en milieu urbain.

Les efforts du gouvernement ont porté sur la livraison et la réhabilitation d'un total de 22 barrages, de milliers de forages et d'autres

retenues d'eau, des mesures qui ont permis d'atteindre une capacité de stockage en eau de surface de 6.135,35 millions de m³, soit plus que la cible fixée en 2017.

Education & Enseignement Supérieur

La résorption des écoles sous pailloles se poursuit avec 1.263 salles de classes déjà construites sur les 4.353 attendues en 2020.

Globalement, le taux d'achèvement scolaire s'est aussi amélioré ces deux dernières années, passant de 24,24% en 2016 à 32,95% en 2017 dans le post-primaire et secondaire. Alors que l'une des priorités du chef de l'Etat est de lutter contre la déscolarisation des jeunes filles, le bilan est plus que positif avec un taux d'abandon scolaire qui a diminué de 70% depuis le début du mandat, représentant une avancée majeure pour l'égalité des chances des femmes au Burkina Faso !

Dans le cadre du renforcement de l'Enseignement Supérieur, le gouvernement va poursuivre la création de nouvelles universités dans les régions avec des spécialisations en lien avec les secteurs porteurs de ces zones, et lancer l'Université Virtuelle pour répondre au déficit d'infrastructures et offrir un encadrement et un suivi personnalisés à un plus grand nombre d'étudiants Burkinabè.

Valorisation de l'agriculture et du monde rural

Le Chef de l'Etat a fait du monde rural la priorité de son mandat. Sa politique agricole œuvre en faveur de la modernisation de l'agriculture, du recul de l'insécurité alimentaire et du développement de la transformation agricole. Face aux baisses de production agricole ces deux dernières années dues, entre autres, aux aléas du changement climatique, les efforts ont porté sur le renforcement des terres cultivables.

Le gouvernement a soutenu les acteurs vulnérables du monde rural avec la mise à disposition de 35.000 tonnes d'engrais, 10.000 tonnes de semences et 22.000 équipements afin de parfaire le rendement et faciliter les conditions de travail.

Dans cette optique ambitieuse de moderniser le secteur agricole, plusieurs infrastructures stratégiques seront réalisées tels que la Centrale d'achat des intrants et du matériel agricoles (CAIMA), l'unité de montage de tracteurs et motoculteurs, une unité de production d'engrais minéraux à base de phosphate naturel ou

Rencontre préparatoire
à Tunis du Sommet
Afrique-France 2020
sur la ville durable

L'Union africaine
appuie la candidature
de la Tunisie au
Conseil de sécurité



AFRIQUE

encore la création de la Société de production de semences agricoles (SOPROS.A).

Actions en faveur des Femmes

Améliorer la condition de la Femme est un engagement majeur du chef de l'Etat Burkinabè qui mène depuis deux ans une politique volontariste consacrée au Genre, dont l'objectif est d'instaurer une société débarrassée de toutes formes d'inégalités et d'iniquités.

Concernant la lutte contre les violences, la stratégie nationale de promotion et de protection de la jeune fille et son plan d'actions ont été ratifiés. Les condamnations des auteurs de mutilations génitales féminines et d'actes violents commis contre les femmes montrent que des mesures fortes ont été mises en place pour appliquer la loi et réparer le préjudice subi par les victimes.

Le chef de l'Etat avait pris l'engagement que 25 à 30% des terres aménagées par l'Etat seraient octroyées aux femmes, engagement plus que respecté. Sur le plan de l'autonomisation, les femmes ont bénéficié de l'ouverture d'une ligne budgétaire de 200 millions de FCFA du Fonds burkinabè de développement économique et social pour le financement de l'entrepreneuriat féminin.

Par ailleurs, le lancement du Programme d'autonomisation des jeunes et des femmes (PEA/JF) a permis de financer plus de 13.000 micro-projets ainsi que 17 groupements féminins intervenant dans le domaine de la transformation des produits agroalimentaires.

Récemment, le Président a aussi promis de relever de façon substantielle le budget du Ministère de la Femme et de doter le FAARF de plus de moyens pour le financement de crédits.

Opportunités pour la Jeunesse

Pour favoriser l'employabilité des jeunes, le

Chef de l'Etat a mis l'accent sur la formation technique et professionnelle en soutenant l'insertion professionnelle, avec l'installation de 46 unités de transformation agricole et la distribution de 2.964 kits au profit des jeunes issus des centres de formation professionnelle.

L'entrepreneuriat figure également au cœur de ses priorités, avec le financement de 19.862 micro-entreprises et la mise en place du Fonds Burkina Startups d'un montant de 10 milliards de FCFA dont le but est d'accompagner 500 PME/PMI structurantes et innovantes, avec pour objectif la création de 10.000 emplois directs.

L'un des engagements du chef de l'Etat a été d'accorder davantage d'importance à la formation professionnelle des jeunes pour que leur apprentissage réponde aux besoins de l'économie nationale. Plusieurs actions pour soutenir ce nouveau positionnement sont en cours de réalisation, notamment la mise en place de 45 centres de formation technique et professionnelle, ainsi que la construction de lycées professionnels et de lycées scientifiques à travers l'ensemble du pays.

Industries culturelles et valorisation du patrimoine national

Le Chef de l'Etat s'est fortement engagé pour la valorisation du patrimoine national et entend donner une place de choix à la culture dans le développement du pays.

Ses actions pour soutenir et dynamiser l'artisanat, les industries culturelles, sportives et touristiques visent à réaffirmer l'identité nationale pour une culture forte et plurielle.

Il s'agit en parallèle de susciter des vocations chez les jeunes ainsi que des emplois chez les femmes, développant et valorisant des savoir-faire locaux et des richesses culturelles, qui feront rayonner le Burkina en Afrique et à l'international pour la fierté de l'ensemble des citoyens.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Marc Roch Christian Kaboré
(président du Burkina Faso) :
Le bilan de son mandat à mi-
parcours

Industriels tunisiens du
médicament et du BTP, à nous
la République Démocratique du
Congo

Mission d'hommes d'affaires
tunisiens à Nouakchott et à
Dakar en septembre prochain



Mounir Mouakhar :

Les Congolais ont besoin de l'expertise tunisienne

En prévision de l'étape de Tunis du Road show sur les opportunités en République Démocratique du Congo (RDC), la Chambre de commerce et d'industrie de Tunis a organisé, ce lundi 2 juillet, une conférence presse pour expliquer les tenants et aboutissants de ces road shows.



C'est ainsi que la CCI de Tunis accueillera, le jeudi 5 juillet, au Movenpick la troisième étape, après celle de Sfax (mardi 3 juillet) et de (le 4 juillet).

Pour ce faire, le président de la Chambre de commerce et d'industrie, Mounir Mouakhar, c'était entouré de Samir Azzi, directeur général adjoint du Centre de promotion des exportations (CEPEX), et de Ridha Mahjoub, coordinateur du Think Africa.

Dans son intervention, M. Mouakhar estime que "... la vision gouvernementale pour reconquérir les marchés africains est claire afin de s'implanter et se frayer son propre chemin pour arracher des parts de marché en termes d'exportation, d'investissement, de partenariat et d'emploi en adoptant la formule PPP (Partenariat-Public Privé).

Et le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Tunis de rappeler que «l'Afrique

est très vite devenue un centre d'intérêt pour de nombreux pays riches et émergents qui ne cessent d'élaborer des stratégies pour mieux se positionner sur le continent».

Face à ce regain d'intérêt pour l'Afrique, la Tunisie s'est investie dans ce choix via le programme PEMA qui réunit plus que 16 membres répartis entre ministères, organismes publics d'appui, organisations patronales, associations, chambres de commerce régionales et bailleur de fonds étranger, autour d'une plateforme appelée "Think Africa" qui est une plateforme nationale regroupant les acteurs clés à qui incombe la mission de promotion et de développement de nos exportations sur l'Afrique», explique M. Mouakhar.

A propos du programme du Road Show, il concerne 3 étapes et se focalise sur trois pays choisis selon des critères bien définis. Il s'agit du R.D. Congo, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire.

A noter au passage que le programme Think



AFRIQUE

Africa bénéficie du soutien de la Coopération allemande par l'entremise de la GIZ.

Mounir Mouakhar a expliqué le choix du marché congolais en disant que «... c'est un terrain vierge ; les Congolais ont besoin de notre expertise. Et que, depuis 5 ans, le pays s'est lancé dans la mise en place de zones économiques spéciales pour encourager la renaissance de son industrie».

Pour étayer ses dires, il cite le vice-ministre de l'Energie et des Ressources hydrauliques de la RDC, Prince Willy MISHIKI BUHINI, qui déclarait lors de la 14ème édition du Salon méditerranéen du bâtiment "MEDIBAT 2017" qui se félicitait de «la relance de la coopération sud-sud avec la Tunisie, un pays qui regorge d'expertise dans le secteur du BTP dont nous avons amplement besoin»

En outre, la RDC regorge de ressources minières (or, diamant, fer, cuivre, manganèse, le cobalt...). Ajouter à cela que la Tunisie et la RD Congo entretiennent de bonnes relations dans les domaines de la culture et de l'éducation.

Pour conclure son intervention, le président de la CCI de Tunis, souligne que «l'objectif de cette action est de permettre à nos entreprises d'identifier les besoins du marché congolais en prenant connaissance du climat des affaires et des mesures d'encouragement en matière d'investissement en RDC».

Pour leur part, Ridha Mahjoub et Samir Azzi vont abonder dans le même sens.

En effet, M. Azzi soulignera que l'élaboration dudit projet a commencé une dizaine de mois, expliquant le choix des trois pays en question par le fait que le CEPEX y possède déjà une représentation commerciale. De ce fait, ces antennes connaissent le potentiel et autres besoins de ces pays. Raison pour laquelle l'industrie pharmaceutique et les services de santé et le secteur BTP et les matériaux de

construction ont été choisis.

Ridha Mahjoub n'a pas hésité à qualifier le Think Africa (financé par la Coopération allemande à hauteur de 1 million d'euros) de "révolutionnaire", en ce sens que c'est la première fois que les secteurs public et privé tunisien travaillent la main dans la main et visent le même objectif : la conquête du marché africain.

Toutefois, au cours des débats, la question du choix des trois pays (RD Congo, Cameroun et Côte d'Ivoire) s'est posée. Ainsi, si pour la Côte d'Ivoire on peut considérer que ce choix est logique, c'est loin d'être le cas pour les deux autres, et ce compte tenu de l'instabilité politique qui y règne. Or, tout le monde admet que les affaires détestent le phénomène nommé "instabilité politique".

Ensuite, il y a la question d'exportation de produits pharmaceutiques au moment même où la Tunisie souffre le martyre dans ce domaine.

Notre troisième question a porté sur une éventuelle alliance avec la Chine -notamment sur le marché congolais étant donné que la Chine est devenue au cours des dernières années le principal partenaire commercial de la RD Congo. On a eu droit à une réponse "bateau".

Pour ces questions (choix des pays et des secteurs cibles), les explications des conférenciers (Mounir Mouakhar, Samir Azzi et Ridha Mahjoub) ne nous ont pas convaincus, devons-nous avouer. Alors, on se consolera avec "on travaille pour le futur", même si l'investisseur (ou homme d'affaires) tunisien n'est pas connu pour être "patient".

Pour finir, rappelons que le premier road show se déroule le 3 juillet à Sfax, le 4 juillet à Sousse et le 5 à Tunis. Les deux road shows auront lieu en septembre et octobre prochains et concerneront respectivement la Côte d'Ivoire et le Cameroun.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Tunis est désormais la ville africaine la plus chère

Le Sénégal organisera le premier Forum mondial de l'eau en Afrique subsaharienne en 2021

La Ligue Mandela pour la paix célébrera en Tunisie la Journée mondiale de la culture africaine en janvier 2019

ENTREPRISES

Les Chambres mixtes promettent de faire la promotion du site Tunisie à l'étranger



Le conseil des Chambres mixtes (CCM) s'est réuni le vendredi 6 juillet au siège de la Chambre de commerce tuniso-britannique sous la nouvelle présidence de Mehdi Ben Abdallah qui a succédé à Foued Lakhoua depuis le 1er juillet 2018.

Le CCM a fait le suivi de la réunion du vendredi 29 juin avec le chef du gouvernement, Youssef Chahed, et des actions à entreprendre en coordination avec le gouvernement sur les différents thèmes et secteurs abordés.

Il est à rappeler que parmi les principaux sujets soulevés par le CCM, il y a entre autres la réglementation de change, la réforme de l'administration, le transport et la logistique, la stabilisation du cadre fiscal, le dialogue social, l'infrastructure, la communication vers l'étranger, le secteur de l'énergie et le secteur de la santé.

Le CCM a salué l'écoute du chef du gouvernement et celle des membres du

gouvernement et des conseillers présents à la réunion, et s'est félicité de l'évolution du rôle du CCM dans sa contribution à soutenir le gouvernement pour la promotion de l'investissement en Tunisie.

Le CCM s'est engagé à rester à la disposition du gouvernement et donc des différents ministères pour des rencontres sectorielles afin de soutenir le développement des stratégies, de leur implémentation et de leur promotion à l'internationale.

Le CCM a également discuté de son plan d'action et des événements à organiser pour les prochains six mois, ainsi que de l'organisation du fonctionnement du CCM et de la stratégie de communication commune.

Parmi ces événements, le CCM compte organiser un grand forum sur l'investissement dans lequel les 16 chambres membres du CCM conjugueront leurs forces pour contribuer à promouvoir le branding du site Tunisie.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Un nouveau plan de réforme pour Tunisair présenté aux députés



L'examen du plan de réforme de Tunisair (2018-2020) a été au centre de la réunion de travail tenue, lundi 2 juillet à Tunis, en présence des responsables de la Compagnie et des membres de la Commission parlementaire de la réforme administrative, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et du contrôle de gestion financier à l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP).

La réunion, qui a été suivie d'une visite sur terrain à l'aéroport international Tunis-Carthage, a également permis de présenter le bilan d'activités du transporteur national.

Le président directeur général de Tunisair, Elyes Mnekbi, qui a pris part à cette réunion, a saisi cette occasion pour souligner l'importance du soutien de l'ARP concernant la réforme de la compagnie aérienne, lequel a été élaboré dans un climat de conciliation et de concordance, notamment avec les parties sociales, indique la compagnie dans un communiqué, publié jeudi 5 juillet.

Il a précisé que Tunisair s'attache à poursuivre une politique commerciale en adéquation avec la stratégie de l'Etat caractérisée par l'ouverture sur son environnement interrégional, arabe et africain, en élargissant son réseau vers l'Afrique subsaharienne et en renforçant le rôle de la Tunisie de par son positionnement stratégique dans l'interconnectivité aérienne entre les différents continents, y compris l'Amérique du nord.

Présentant les résultats du transporteur national, le sous-directeur général commercial à Tunisair, Ali Maaoui, a fait savoir que de bons résultats ont été enregistrés en 2017 au niveau du nombre de voyageurs qui a grimpé de 17,1%.

Le chiffre d'affaires a augmenté, quant à lui, de 34,22%, par rapport à l'année 2016.

Les mêmes statistiques révèlent que le transporteur aérien national a vu sa part du nombre total des voyageurs dans les aéroports tunisiens grimper de 41,7% au titre de 2017, contre 39,8% en 2016 et 33,7 % en 2010.

La stratégie de Tunisair pour l'année 2018 vise à accroître sa part dans l'activité commerciale régulière et additionnelle pour atteindre 8,3% par rapport à l'année dernière, sachant que le trafic aérien entre janvier et le 30 juin 2018 a enregistré une hausse de 10,5% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les membres de l'ARP se sont adressés aux représentants de la compagnie aérienne par des questions sur les services rendus, la régularité des vols et le plan de la réforme.

Dans sa réponse, le PDG de Tunisair a affirmé que les entraves qui font obstacle au bon déroulement de l'activité de son entreprise sont dues à l'inadéquation de l'arsenal des lois en vigueur avec les besoins de la compagnie surtout en ce qui concerne l'approvisionnement en pièces de rechange, la vétusté du parc aérien la pénurie des équipements et la mauvaise gestion des ressources humaines ainsi que d'autres facteurs exogènes relatifs à l'infrastructure de base de l'aéroport Tunis-Carthage.

En ce qui concerne le retard des vols, le responsable a dévoilé certaines mesures à long terme visant à renforcer l'aéroport Tunis-Carthage par 150 agents saisonniers pour la gestion des bagages, à partir du mois de juillet 2018, outre la réception de nouveaux équipements pour assurer le bon déroulement de son activité sur terrain.

46,1%

Les recettes touristiques en hausse de 46,1% durant le premier semestre 2018

ENTREPRISES

Sept nouvelles startups à l'honneur à la 2e édition du Flat6Labs



Le plus grand programme de soutien aux jeunes entrepreneurs et d'accélération de Startups de la région d'Afrique du Nord Moyen-Orient "Flat6Labs" organise, jeudi 5 juillet 2018 au palais Ennajma Ezzahra, la deuxième édition de son Demo Day.

La cérémonie de clôture se déroulera en présence du gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, d'ambassadeurs et de chefs d'entreprise.

Participeront également à cet événement phare de hauts responsables des secteurs public et privé, des professionnels du domaine de l'investissement ainsi que des représentants de banques, de compagnies internationales et de fonds d'investissement de la Tunisie et de l'étranger.

Les produits et services de sept nouvelles startups seront présentés au cours de cette manifestation dont l'objectif est de soutenir les jeunes entrepreneurs, créatifs et ambitieux en assurant leur intégration dans plusieurs domaines du circuit économique.

Les entrepreneurs présenteront leurs projets

après quatre mois de travail acharné pour développer leurs plans d'affaires, finaliser leurs prototypes et acquérir des clients en Tunisie et ailleurs. Cette cohorte apporte des startups qui travaillent dans des domaines variés, comme la réalité augmentée appliquée à l'éducation, l'économie de partage de la logistique, la santé numérique, le Big Data dans l'immobilier, les services de construction innovants et la FoodTech.

Il s'agit de la deuxième promotion de startups financées par FLAT6LABS en Tunisie. Le programme, fruit d'un partenariat entre le Tunisian American Enterprise Fund (TAEF), Meninx Holding et la Banque Internationale Arabe de Tunisie, a organisé au mois de janvier une première édition au cours de laquelle six startups ont été promues et choisies pour intégrer rapidement l'écosystème entrepreneurial.

Lancé en 2016, Flat6Labs est un programme visant à soutenir et à accélérer le lancement des startups tunisiennes. C'est un fond de démarrage qui cible les jeunes entrepreneurs qui ont des idées et qui veulent se lancer dans la réalisation de leurs projets sans rencontrer des difficultés.

Le programme accueille des idées et des startups travaillant sur de divers secteurs axés sur l'innovation notamment l'éducation, l'énergie, les transports, les services financiers, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'électronique, les solutions industrielles et les solutions vertes.

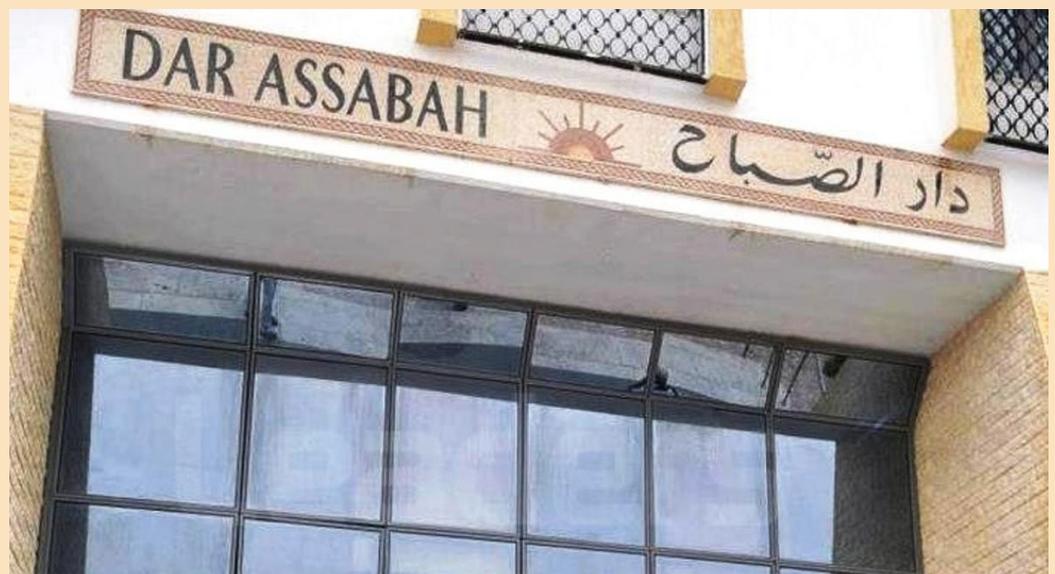
Tous les six mois, Flat6Labs Tunis sélectionne des entrepreneurs de toute la Tunisie pour leur offrir un financement de démarrage, un mentorat stratégique, un programme compétitif axé sur la connaissance du marché local, un coaching individuel, un espace de co-working et une multitude d'avantages, tous conçus pour aider les entreprises à leur constitution en Tunisie et à s'adapter aux marchés régionaux et mondiaux.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

ENTREPRISES

Tunisie – Médias :

Voici les pré-qualifiés pour la cession des participations de l'Etat dans le capital de Dar Assabah



Al Karama Holding a annoncé la pré-qualification des trois candidats à la reprise de 79,624% du capital de la Société Tunisienne de Presse, d'Impression, d'édition, de Diffusion et de Publicité: Dar Assabah :

Le consortium Sanimed, Sotemail et Somocer Mohamed Raouf Cheikhrouhou La société Tunisie Assistance.

Al Karama Holding avait lancé, le 27 avril 2018, l'avis d'appel à manifestation d'intérêt pour la cession des participations de l'Etat dans le capital de Dar Assabah, editrice de l'un des plus anciens journaux du pays qui porte le non de la maison.

Créée en 1951, Dar Assabah a été transformée en société anonyme de droit tunisien en 1969. Son capital social s'élève actuellement à 1 008

880 DT (100 888 Actions, de 10 DT chacune). La société publie trois journaux papiers: "Assabah" (quotidien en arabe), "Le Temps" (quotidien en français) et "Assabah AlOusboui" (hebdomadaire en arabe); elle publie, également, un journal électronique en arabe "Assabah news".

Fondée par feu Habib Cheikhrouhou, la société a été gérée par ses héritiers jusqu'à l'année 2007, avant d'être rachetée par le gendre de l'ancien président tunisien, Ben Ali, Sakhr El Materi. En 2011, Dar Assabah a été confisquée et sa gestion a été confiée à Al Karama Holding.

A noter que cette dernière a également finalisé l'opération de pré-qualification des sociétés qui seront en mesure d'acquérir les participations de l'Etat au capital de la radio Shems FM. Mais les journalistes des deux médias et leurs syndicats s'opposent à ces deux opérations de cession.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

ENTREPRISES



Accord de coopération entre les deux centrales patronales tunisienne et libyenne

Un accord de coopération a été conclu, vendredi 6 courant, entre l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Une délégation d'hommes d'affaires tunisiens participe à un Forum économique franco-tunisien à Marseille

Un Forum économique franco- ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



AO : La Cipav opte pour la solution Soliam© de Vermeg

Dans le cadre de la modernisation de ses systèmes d'information et dans un souci d'amélioration constante de son organisation et de ses process internes ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



C'est ESPRIT qui représentera la Tunisie à Enactus World Cup en Californie

L'Ecole Supérieure Privée d'Ingénierie et de Technologies (ESPRIT) a remporté, mardi 3 juillet, le prix de la 9e ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Tunisie-Espagne : Hédi Ben Abbas, «ambassadeur» de l'ARESBANK

Hédi Ben Abbas, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et ex-conseiller principal diplomatique du ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Le français Lesaffre veut nouer un partenariat avec une entreprise tunisienne dans l'agroalimentaire

Une délégation d'investisseurs français a exposé, mardi 3 courant, lors d'une rencontre avec le chef du ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



Bricorama Tunisie de nouveau en vente judiciaire

La Banque de Tunisie met de nouveau en vente judiciaire le lot de terrain sur lequel est bâti le complexe commercial Bricorama Tunisie pour le bricolage et ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



La Banque islamique de développement dévoile sa nouvelle identité de marque

La Banque islamique de développement (BID) a révélé, le 5 juin 2018, pour la première fois de son ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Tunisie – Santé :

Les 14 recommandations du Forum médical de Réalités

Le forum Médical de Réalités, qui nous plonge directement au cœur de la crise du secteur du médicament, a eu lieu les 28 et 29 juin 2018 à Hammamet, sous l'égide du chef du gouvernement, Youssef Chahed.



Le thème du forum pour cette année était : “L’industrie pharmaceutique tunisienne face à ses défis”. De nombreux experts, industriels, personnalités publiques et hommes de médias ont pris part à cette rencontre afin de débattre lors des différentes sessions du colloque.

C’est Taieb Zahar, président du forum, qui a inauguré le colloque pour accueillir les présents et annoncer le programme et les axes des débats.

Pour Zahar, le thème tombe à point nommé pour répondre à l’actualité qui secoue le pays en ce moment, à savoir la crise dans le secteur pharmaceutique et le manque de disponibilité de certains médicaments dans les officines et hôpitaux tunisiens.

“L’industrie pharmaceutique tunisienne est capable de faire encore mieux, de couvrir 70% de la consommation locale en médicaments, dès lors qu’on lui offre les conditions nécessaires”, a souligné Zahar.

Par la suite, le chef du gouvernement, Youssef Chahed, pour sa part, rappellera que l’accès aux médicaments est un droit humain ; énumérant au passage les problèmes auxquels font face les industriels.

Dans ce cadre, Youssef Chahed a affirmé que son gouvernement a élaboré un plan de sauvetage pour trouver des solutions radicales devant ce spectre de pénurie de médicaments. Un programme en 4 points, à savoir la fixation des prix, le soutien à l’export des médicaments, la restauration des institutions sanitaires et la révision des directives de l’Autorisation de mise sur le marché (AMM).

ACTUALITÉS

Mondial Russie-2018: La France championne du monde 2018 ?

Majdouline Cherni demande le rapport détaillé sur la participation des Aigles de Carthage à la Coupe du monde 2018

Le prix d'achat du lait frais à la production passe de 766 à 890 millimes

Généralisation à tous les tribunaux de première instance du traitement des affaires pénales en temps réel

Les prix de vente au public du lait restent inchangés par rapport à ceux fixés en janvier 2015

Tunisiens et Libyens, d'accord pour la réactivation des accords commerciaux d'avant 2011

Débat autour de l'absentéisme

Contrats de travail fictifs à l'étranger: Bientôt un projet de loi sur l'activité des bureaux d'emploi privés

Un taux de participation de 95,84% au programme "Tounes Darna"

Pour leur part, les professeurs Amor Toumi et Kamel Iddir, respectivement ancien haut fonctionnaire de l'OMS et expert à l'OMS, ont analysé et soulevé les différentes problématiques du secteur.

Après la séance d'ouverture, riche en informations et émotions, de nombreuses sessions ont été organisées, notamment "l'Industrie pharmaceutique nationale, situation enjeux et perspectives" ; "les accords de libre-échange et l'industrie pharmaceutique" ; "les défis de l'export".

"La Pharmacie centrale de la Tunisie : situation actuelle et politique de soutien à l'industrie pharmaceutique nationale et la disponibilité du médicament", "La politique de prix des médicaments : Situation actuelle et perspective d'évolution" figurent également dans le riche programme de cette grand-messe qui a réuni un grand nombre de spécialistes et de responsables du domaine pharmaceutique.

Au menu du deuxième jour : «Les prix des médicaments», un problème majeur qui touche toute la chaîne du médicament. Ce panel était l'occasion pour les experts, industriels et propriétaires d'officines d'exprimer leur point de vue sur ce sujet et surtout proposer des solutions, avant de donner la parole aux différents participants, dans le cadre d'une table ronde, organisée sous le thème «Quel avenir pour l'industrie pharmaceutique nationale?».

A l'issue de ce forum, les professionnels ont partagé leurs recommandations afin de clarifier, protéger et réorganiser le secteur pharmaceutique.

Voici les principales recommandations :

-Soutenir la Pharmacie centrale de Tunisie (PCT) qui assure la régularité de l'approvisionnement et préserve le pays des médicaments contrefaits ou de qualité inférieure. Pour les professionnels du secteur, la PCT devrait jouer un rôle actif dans la promotion de l'exportation.

-Consolider le secteur de l'exportation qui représente un pilier essentiel pour le futur du secteur...

-Favoriser le développement des produits génériques par une rémunération (prestations de pharmacien) de l'acte de substitution et la publication des groupes génériques.

-Tenir compte de la fixation/révision des prix de l'impact de la perte de change et de la nécessité d'être compétitif en matière d'export.

-Poursuivre le dialogue public/privé

-Etudier la révision des marges pharmaceutiques et de la rémunération du pharmacien.

-Mettre en place une politique de clarification de la politique de prise en charge des médicaments par la CNAM afin d'éviter le dérapage vers des situations difficilement contrôlables.

-Création d'un comité national d'experts/sages doté d'un pouvoir décisionnel pour appuyer les projets et dossiers ayant un intérêt économique majeur.

-Comblent les insuffisances en matière de transport aérien et maritimes (pour l'exportation du médicament).

-Développer le soutien bancaire à l'international (pour l'exportation du médicament)

-Encourager nos élites pour éviter la fuite des cerveaux

-Nécessité de séparer le système d'obtention des AMM et de fixation des prix

-Développer le benchmark et veiller à l'évolution des médicaments innovants

-Appliquer le programme de développement des exportations.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

BOURSE

La Bourse de Tunis continue à battre des records



La Bourse de Tunis a continué, la semaine du 2 au 6 juillet, à battre des records, le Tunindex, a enregistré une croissance de 0,5%, à 8 098,38 points, rapporte l'intermédiaire en Bourse, "Tunisie Valeurs".

En l'absence de transactions de bloc, la semaine a connu une décélération notable du rythme des échanges avec un volume global de 19 MD, soit une moyenne de 3,8 MD par séance.

Analyse des valeurs

Le titre SOPAT s'est offert la meilleure performance de la semaine. L'action a bondi de 15% à 1,790D, en mobilisant des échanges de 0,6 MD. La société a connu depuis le début de l'année un véritable rallye boursier, cumulant

une performance de 150%.

L'embellie se poursuit pour le titre TELNET qui affiche une progression de 12% à 10,850D. Le titre a amassé des capitaux de 1,9 MD sur l'année.

Dans le rouge, le titre TGH a enregistré parmi les plus fortes baisses de la semaine. Dans un volume très faible de 35 000D, la valeur a vu sa capitalisation chuter de 8% à 38 MD.

BNA et TPR ont été les valeurs les plus dynamiques de la semaine (un flux respectif de 2,3 MD et de 2,2 MD). Alors que la BNA a terminé dans le vert (+2% à 19,200 D), le titre TPR s'est légèrement, replié de 1% à 5,250 D, sous le poids des prises de bénéfices.

51%

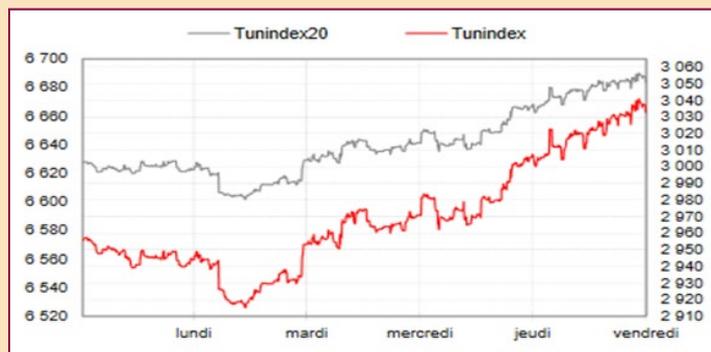
51% de progression des recettes des exportations des fruits de la Tunisie

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

BOURSE

Tunindex (06/07/2018) 8 098,38 **+0,06%** ⁽¹⁾

(1) Depuis le début de l'année



Plus fortes Hausses

| Valeur | % |
|----------------|----------|
| SOPAT | + 15,48% |
| TELNET HOLDING | + 12,43% |
| MODERN LEASING | + 5,55% |
| MONOPRIX | + 5,16% |
| STAR | +5,01% |

Plus Fortes Baissees

| Valeur | % |
|--------------------|---------|
| STEQ | -20,21% |
| SANIMED | -8,95% |
| TAWASOL GP HOLDING | -7,89% |
| UADH | -4,91% |
| CELLCOM | -4,47% |

| Indices | Variation sur l'année |
|---|-----------------------|
| Indice des sociétés financières | ↗ 33,74% |
| Indice des banques | ↗ 35,26% |
| Indice des Assurances | ↗ 19,36% |
| Indice des Services Financières | ↗ 20,55% |
| Indice des Services aux consommateurs | ↗ 3,11% |
| Indice des Distribution | ↗ 2,42% |
| Indice des biens de Consommation | ↗ 31,28% |
| Indice de l'Automobile et équipements | ↗ 2,69% |
| Indice Agro-Alimentaire et Boissons | ↗ 39,50% |
| Indice Produits Menagers et de son Personnel | ↘ -4,06% |
| Indice des Industries | ↗ 1,87% |
| Indice de Batiment et Matériaux de Construction | ↘ -10,57% |
| Indice Matériaux de Base | ↗ 32,67% |



Bourse de Tunis : Le Tunindex clôture la séance dans le vert



Business du Foot : Ronaldo fait grimper les actions de la Juve de 20% en Bourse



Best Lease : Emission de titres participatifs sans recours à l'appel public



Attijari Leasing : Clôture des souscriptions à l'emprunt obligataire



Bourse de Tunis : Marché dominé par des transactions de blocs sur la SFBT



L'ATCF plaide pour une accélération de la modernisation de la réglementation de la Place de Tunis

INDICATEURS FINANCIERS

| | |
|-------------------------------|---------------------------------|
| TM (11/07) | 7,25% |
| TMM (06) | 6,72% |
| TRE (épargne) Juillet 2018 | 5% |
| Avoirs Devises (11/07) | 11 757 MDT (77 Jours) |

Cours Moyen des Devises 10/07/2018

| | Unité | Valeur |
|-----|-------|---------|
| CAD | 1 | 1,9952 |
| USD | 1 | 2,6422 |
| GBP | 1 | 3,4686 |
| JPY | 1000 | 23,5498 |
| MAD | 10 | 2,7775 |
| EUR | 1 | 3,1389 |
| LYD | 1 | 1,9172 |

Evolution des cours de l'EURO et du Dollar en Dinar tunisien (Du 1-1-2015 au 22-2-2018)



La BAD accorde un prêt de 44,51 M€ au "Bassin du Lac Tchad"



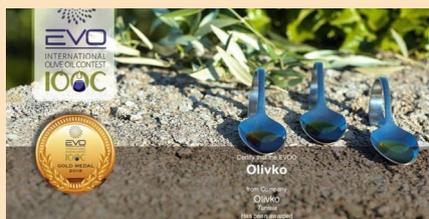
L'euro lesté face au dollar par les incertitudes sur l'Italie



Le projet de loi sur le Registre national des entreprises est une bonne chose (Mounir Mouakhar)



Et la France perd son statut de "1er fournisseur commercial" de la Tunisie au profit de l'Italie



L'huile d'olive tunisienne remporte quatre médailles au concours international L'EVO-IOOC (Italie)



Projet de loi sur l'économie sociale et solidaire : Insuffisances (LAB'ess)



Création d'une unité d'emballage de viande cameline au sein du nouvel abattoir à Tozeur



1500 personnes attendues à la 32e AG de l'UGAA à Hammamet en juin



Les exportations des produits de la pêche en hausse de 41%

Agenda



01/11

La BERD tiendra son sommet régional d'investissement en Tunisie,



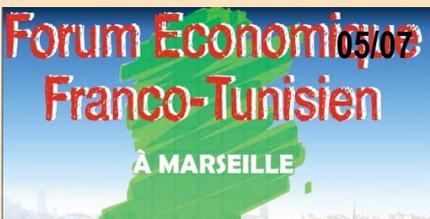
30/11

Le comité des experts du CEA en conclave à Tunis



14/11

Organisation de la 22ème édition du rendez-vous d'affaires "FUTURALLIA", du 14 au 16 novembre 2018, en Tunisie



05/07

Le Forum économique franco-tunisien à Marseille



30/06

Débat sur les entraves à l'export



Journée d'Ouverture de la Campagne de la Figue de Djebba AOC à Béja



22/10

Hammamet abritera, en octobre, un colloque international sur l'eau et l'environnement (STEE'2018)



18/09

Tunis abritera en septembre prochain une conférence internationale sur les perspectives du partenariat public-privé



07/08

La Fédération de la chaussure et le ministère du Commerce s'opposent sur la date de démarrage des soldes d'été



10/10

La 13ème édition du SIAT 2018 se tiendra du 10 au 13 octobre



30/06

30 exposants tunisiens participent au salon "Summer Fancy Food Show" à New York



15/06

Saison bleue: 200 événements sur la côte tunisienne, du 15 juin au 30 septembre 2018



19/06

Bourse de Tunis : Unimed, proposera un dividende de 0,235 dinar par action



30/06

Le CEPEX invite les entreprises tunisiennes à participer au Summer Fancy



30/08

Bourse de Tunis : Sits, Ago le 31 août 2018

Amor Ouelbani :

C'est l'investissement dans l'éducation qui explique le très bon classement de Sfax au baccalauréat



“ L'investissement dans l'éducation et la stabilité du corps éducatif expliquent le classement de la région de Sfax à la tête des gouvernorats au niveau des résultats du baccalauréat en 2018”. C'est ce que pense Amor Ouelbani, directeur des examens nationaux au ministère de l'Education, cité par l'agence TAP.

Selon lui, la stabilité du corps éducatif dans la région comparativement aux mouvements des enseignants dans le reste des régions et l'enracinement de la culture de l'investissement dans l'éducation sont les clés de ce succès au niveau national, outre d'autres facteurs

économiques et sociaux.

A noter que les délégations régionales de l'éducation de Sfax 1 et Sfax 2 ont enregistré, successivement, des taux de réussite généraux dans l'examen du baccalauréat 2018 de 67,20% et 60,82%, dépassant de loin le taux général national qui est de 41,72%.

En effet, en 2018, c'est la délégation régionale de l'éducation de Sfax 2 (Sakiet Ezzit, El Hancha, Sakiet Eddayer, Jebeniana, El Amra, Menzel Chaker, Kerkennah et Sfax Sud) qui a surpassé celle de Sfax 1 (Sfax ville, Sfax ouest, Thyna, Aguerb, El Mahress, El Ghriba, Bir Ali Ben Khalifa et Skhira).

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Municipalité de Tunis :

La désunion des “forces démocrates” a permis à la candidate d’Ennahdha de l’emporter



de Nidaa Tounes, a-t-il précisé.

Souad Abderrahim a remporté, mardi 3 juillet, la présidence du Conseil municipal de la ville de Tunis avec 26 voix pour, contre 22 pour Kamel Idir, candidat de Nidaa Tounes. Les élus du Front populaire et du Courant démocrates (12) se sont abstenus de voter avant de quitter la salle.

Le conseil municipal de Tunis compte 60 conseillers.

Par ailleurs, Ridha Belhaj a indiqué que les partis “La Tunisie d’abord” et “Machrou Tounes” œuvrent en vue d’unifier les forces démocrates avec la collaboration du mouvement Nidaa Tounes. Ce mouvement serait probablement lancé par ces trois partis, avant de passer, dans une seconde phase, à l’unification du reste des forces démocrates, a-t-il dit.

Dans un post sur sa page facebook, publié mardi, Sofiene Toubel a écrit : “Le mouvement Ennahdha s’allie avec l’Union civile (Mohsen Marzouk et Ridha Belhaj) pour remporter la présidence du conseil municipal de Tunis : bienvenus au consensus”.

Le mouvement Machrou Tounès a affirmé, mardi, dans une déclaration, avoir choisi lors de l’élection des conseils municipaux, de s’engager dans des coalitions et de voter en faveur des forces nationales démocrates et modernes.

La présidente du conseil central du parti, Wafra Belaid, a, de son côté, démenti les informations selon lesquelles des membres du parti auraient voté en faveur des candidats du mouvement Ennahdha.

Il y a lieu de rappeler que l’élu municipal du Front populaire au conseil de la ville de Tunis, Lotfi Ben Aissa, a affirmé dans des déclarations aux médias que le mouvement Ennahdha a réussi à amener cinq conseillers municipaux, dont celui de l’Union civile à voter pour sa candidate Souad Abderrahim.

Ridha Belhaj, président de l’Instance constitutive du parti “La Tunisie d’abord”, a accusé Sofiene Toubel, président du bloc parlementaire de Nidaa Tounes, ainsi qu’une faction de son parti d’œuvrer en vue de “saper l’unification des forces démocrates”.

Il l’accuse, également, “de se rapprocher du mouvement Ennahdha”, a-t-il dit dans une déclaration à l’agence TAP.

Belhaj a, aussi, démenti le fait que des représentants des différents partis composant l’Union civile aient voté en faveur de Souad Abderrahim lors du deuxième tour de l’élection du président du conseil municipal de la ville de Tunis.

D’après lui, la représentante du parti “La Tunisie d’abord” a voté pour le candidat de “Nidaa Tounes”.

Ces derniers jours, les représentants de l’Union civile ont tenté de convaincre les élus du Front populaire et du Courant démocrate ainsi que les indépendants à voter pour le candidat

DISTINCTIONS

Indice de transparence de l’aide 2018 : La BAD se hisse au 4ème rang mondial

Mondial 2018 : le Tunisien Fakhreddine Ben Youssef inscrit le 2500ème but de l’histoire de la coupe du Monde

Programme de la 54ème édition du festival international de Carthage du 13 juillet au 17 août 2018 :

Retour de la diva Amina Fakheth avec deux soirées



24 soirées meubleront la programmation de la 54ème édition du festival international de Carthage qui se tiendra du 13 juillet au 17 août 2018. Le clou de cette édition est le retour après près de 10 ans d'absence de la chanteuse tunisienne Amina Fakheth, qui animera deux soirées les 21 et 24 juillet au grand bonheur de ses fans curieux de découvrir les nouveautés de leur artiste adulée.

Pour cette édition 2018, a indiqué Mokhtar Rassaa, directeur du festival lors de la conférence de presse organisée à Tunis, le festival international de Carthage se réserve sept spectacles exclusifs avec la présence de l'humoriste Jamel Dabbouze qui revient sur la scène de l'amphithéâtre romain de Carthage après 6 six d'absence, le groupe français "Gospel 100 voix", Kendji Girac (chanteur et guitariste de flamenco français), le chanteur libanais Melhem Zein, le chanteur irakien Kadhém Essaher, "Des étoiles de la Palestine" avec Amal Morcos et Ameer Dandan qui ont dédié leur art à la cause palestinienne et la chanteuse libanaise Mejda Erroumi.

La vente en ligne des tickets sera ouverte à partir sur le site officiel du festival. Quatre points de vente seront ouverts à partir de demain à 15h00 à la cité de la Culture, au théâtre municipal de Tunis, l'amphithéâtre de Carthage (deux points de vente).

Dans le cadre de la programmation parallèle, un hommage sera rendu à la mémoire de Raja Ben Ammar à travers une série de spectacles de théâtre et de danse.

Le cinéma sera présent dans le festival à partir du 19 au 25 août avec la programmation de plusieurs films à succès à l'échelle nationale ou internationale à l'instar de "Jaïda" de Selma Baccar ou "Mission impossible 6" de Christopher McQuarrie.

Ci-après le programme complet :

13 juillet: "De Carthage à Séville" de Mohamed Lassoued

16 juillet: Jamel Debbouze " Maintenant ou Jamel"

17 juillet: Abu et Yassemine Ali (Egypte)

19 juillet : le groupe de métal franco-tunisien "Myrath" avec la participation de l'Orchestre national tunisien, Lotfi Bouchnak et Mahdi Ayachi de la troupe musicale Ziara

21 juillet: Amina Fakheth

22 juillet: création rock "Hamlin" de Ali Jaziri

24 juillet : Amina Fakheth

25 juillet: Willy William (France)

26 juillet: Marcel Khalifa (Liban)

27 juillet: Hela Melki (Tunisie)

29 juillet: Hiba Tawaji et Oussema Rahbani (Liban)

30 juillet: le groupe "Gospel 100 Voix" (France)

31 juillet: Kadhem Essaher (Irak)

1er aout: Kendji Girac (chanteur et guitariste de flamenco français)

02 aout: Melhem Zein (Liban)

04 aout: production spéciale du FIC "Carnaval" de Hassen Doss

05 août: comédie musicale "Pinocchio" (France)

06 aout: "Des étoiles de la Palestine" avec Amal Morcos et Ameer Dandan (exclusif FIC)

07 aout: l'Algérino

09 aout: "Hadhra 3" de Fadhel Jaziri

11 aout: le ballet de Chine

13 aout: Yosra Mahnouch (Tunisie)

15 aout: Majda Erroumi (Liban)-exclusif FIC

17 Aout : création orchestrale de Mohamed Ali Kammoun "24 parfums" avec la participation de 24 solistes des régions tunisiennes, accompagnés par l'orchestre et chœur de l'opéra de Tunis

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



manarat منارات

FESTIVAL
DU CINÉMA
MÉDITERRANÉEN
DE TUNISIE

مهرجان
السينما
المتوسطية
بتونس

1^{ÈRE} ÉDITION

9 > 15 JUILLET 2018

Le Festival Manarat verra la création de l'Arab Film Institute Commission (Laatiri)



Le Festival du cinéma méditerranéen Manarat, prévu du 9 au 15 juillet, verra la création de l'Arab Film Institute Commission", a annoncé, mardi 3 juillet, Chiraz Laatiri, directrice générale du Centre national du cinéma et de l'image (CNCI).

Au cours du point de presse tenu au siège de la BIAT pour dévoiler le programme de Manarat, elle a présenté l'Arab Film Institute Commission comme "un groupement de réflexion autour des problèmes du cinéma méditerranéen du Sud, volet distribution, sous-titrage, fonds communs de production...".

Il sera, en quelque sorte, l'équivalent des European federation of agence directors (EFADS) pour les pays du Nord, a-t-elle dit.

Elle a également annoncé le lancement de la billetterie unique au cours de ce nouveau festival cinématographique méditerranéen estival pour lequel a été "alloué un budget de

près de 1,3 milliard de dinars, contribution de plusieurs partenaires publics et privés".

Il est organisé par le Centre national du cinéma et de l'image (CNCI), le Centre national français du cinéma et de l'image animée (CNC) et l'Institut Français de Tunisie (IFT) avec le parrainage de la Banque arabe internationale de Tunisie (Biat).

Le volet institutionnel et professionnel du festival s'articule sur trois autres grands rendez-vous dont une rencontre réunissant les centres de cinéma Nord-Sud qui mobilise huit des EFADS (European federation of agence Directors), un groupement des CNC européens.

De la rive nord, les pays représentés sont la France, la Belgique, l'Allemagne, le Portugal, la Slovénie, la Croatie, l'Espagne et la Hongrie.

La Tunisie abritera "Manarat", un nouveau festival du cinéma méditerranéen, en juillet prochain

Des pays du Sud 7 pays seront représentés, à savoir la Tunisie, l'Egypte, l'Algérie, le Maroc, la Jordanie, la Palestine et le Liban.

Le CNC français et le Centre cinématographique marocain (CCM) présenteront le mécanisme d'avance sur recette qui est en vigueur en France depuis longtemps et au Maroc depuis déjà 15 ans.

A cet effet, Laatiri a indiqué que le CNCI vient de finaliser la réforme des mécanismes d'aide à la production qui sera dorénavant fonctionnel à travers une avance sur recette.

Un workshop sera destiné à la nouvelle vague des jeunes réalisateurs et producteurs qui s'appuient sur "un modèle de business assez distinct de celui des anciens", selon Laatiri.

Ils auront une formation sur les possibilités de financement offertes, autres que celles de l'Etat, dont les fonds d'aide à travers le monde, à l'instar du Doha film Institute, Afac, Aide aux Cinémas du monde...

Le Workshop les initiera aussi aux modèles de candidatures réussies auprès de ces fonds.

Le programme médias de l'Union européenne (UE) présentera aux professionnels les opportunités offertes pour les tunisiens, notamment la société civile active dans la culture créative, numérique et du cinéma surtout que la Tunisie abrite le desk régional du programme Europe créative.

La responsable du CNCI a parlé d'une grande dynamique qui est en train de se faire Nord-Sud/Sud-Nord. Ce partenariat avait entamé avec la création en 2017 du Fonds franco-tunisien de coproduction cinématographique qui offre aussi un accompagnement au CNCI

pour un développement du cinéma, sur le plan des réformes de textes de loi et du secteur de la distribution.

Un second Fonds de co-développement cinématographique avec l'Italie, signé récemment au festival de Cannes, se fait en étroite collaboration avec l'institut culturel italien (IIC) à Tunis et la Cinémathèque Tunisienne.

Un troisième fonds est en phase de construction avec le Maroc, à travers le CCM (Centre cinématographique marocain), "un partenaire solide dans l'organisation du festival Manarat", selon Laatiri, ayant aussi fait référence à un quatrième fonds avec la Belgique qui devrait avoir le jour.

La création de nouveaux fonds s'inscrit dans la stratégie du CNCI qui œuvre à accompagner des initiatives, comme Manarat, afin de répondre à la forte demande constatée du public cinéophile tunisien.

Pour Dorra Bouchoucha, directrice artistique de Manarat, ce festival "né d'une initiative de l'ambassadeur de France à Tunis, Olivier Poivre d'Arvor, devra faire un trait d'union entre les deux rives de la Méditerranée, autour de la création artistique et cinématographique".

"Le vieux monde a inventé deux festivals au bord de la mer, Cannes et Venise, vous êtes en train d'inventer le troisième", a déclaré le diplomate français.

Il a parlé d'un "festival méditerranéen de Tunisie qui est bien la preuve que le pays est en train de construire, avec des partenaires européens, bilatéraux et privés, une offre culturelle totalement renouvelée".

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



La 25ème édition du Salon du tourisme "MIT 2019", du 27 février au 2 Mars à Tunis

AUDIENCE WMC PORTAIL

(2017 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

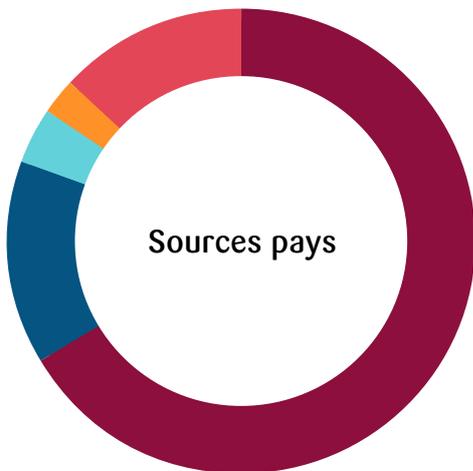
+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

WEBMANAGERCENTER



■ Tunisie 66% ■ France 14% ■ Algérie 4%
■ Maroc 3% ■ Autres 13%

5':44 minutes

Temps moyen passé sur le site

+ de **50%**
d'utilisateurs sur mobiles
et tablettes



Plus de 400 000 Fans
sur nos différentes pages



Plus de 70 000 Abonnés
sur nos différents comptes